

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DE
L'ACTION CIVILE

AU POINT DE VUE DE

LA COMPÉTENCE DES TRIBUNAUX RÉPRESSIFS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

AMÉDÉE GUYOT

ÉTAMPES

IMPRIMERIE BREVETÉE LECESNE-ALLIEN

1, RUE DE LA PLATRIERIE, 1

1899

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DE
L'ACTION CIVILE

AU POINT DE VUE DE

LA COMPÉTENCE DES TRIBUNAUX RÉPRESSIFS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS :

Sera soutenu le Lundi 29 Mai 1899, à dix heures,

PAR

AMÉDÉE GUYOT

Président : M. A. LE POITTEVIN, professeur.

Suffragants : { M. LARNAUDE, professeur;
 { M. GARÇON, professeur agrégé.

ÉTAMPES

IMPRIMERIE BREVETÉE LECESNE-ALLIEN

1, RUE DE LA PLATRERIE, 1

1899



DE L'ACTION CIVILE

AU POINT DE VUE

DE LA

COMPÉTENCE DES TRIBUNAUX RÉPRESSIFS

AVANT-PROPOS

On peut remarquer dans un délit deux éléments distincts : d'une part le trouble social qui en résulte ; d'autre part le dommage causé à la personne qui en est victime. Le premier élément du délit donne lieu à l'action publique ; le deuxième engendre l'action civile.

Sans nous occuper ici de l'action publique qui est complètement en dehors du sujet que nous nous sommes proposé d'étudier, il nous faut délimiter d'une façon précise ce qui dans l'étude de l'action civile fera l'objet de cette thèse.

Après avoir, dans une partie préliminaire, recherché devant quels juges peut être portée l'ac-

tion civile, après avoir fait les distinctions nécessaires de différents chefs dans cette action, au sujet de la compétence des tribunaux répressifs, nous entrerons dans le vif de la question : l'action civile devant les tribunaux répressifs.

Notre étude comprendra trois parties.

Dans la première nous rechercherons quels tribunaux répressifs peuvent avoir compétence sur l'action civile.

Une première subdivision nous indiquera les règles qui concernent les tribunaux répressifs de droit commun.

Dans une seconde nous envisagerons les tribunaux répressifs d'exception.

La deuxième partie aura trait aux conditions sous lesquelles s'exerce la compétence de ces mêmes tribunaux. Nous examinerons le principe et en délimiterons les applications.

Enfin la troisième partie aura pour objet l'étude du système suivi en Allemagne pour l'exercice de l'action civile devant les tribunaux répressifs, ainsi que du système suivi en Autriche.

PRÉLIMINAIRES.

Devant quels juges peut être portée l'action civile ?

L'action civile peut être portée soit devant les tribunaux civils, soit, accessoirement à l'action publique, devant les tribunaux répressifs en vertu de l'art. 3 al. 1, du Code d'instruction criminelle.

I. — DEVANT LES TRIBUNAUX CIVILS.

Si la victime de l'infraction n'use pas du privilège que lui accorde l'art. 3 al. 1 du Code d'instruction criminelle déjà cité, et qu'elle saisisse les tribunaux civils, le procès ne présente rien d'anormal. Le demandeur se conforme aux règles ordinaires de compétence ; on ne relève que le caractère dommageable et illicite du fait incriminé sans insister sur le côté délictueux.

L'action civile présente alors ce double caractère d'être principale et entièrement indépendante de l'action publique. Tout au plus pourra-t-on suspendre le jugement, pour laisser le procès criminel se débattre d'abord. Et lors même que la poursuite aboutirait à un acquittement, le procès civil sur le caractère domma-

geable du fait n'en suivrait pas moins son cours, sauf la question, assez facile à écarter, de l'autorité de la chose jugée.

La victime demanderesse qui opte pour la voie civile jouit de certains avantages. Si elle est dans l'indigence, elle pourra obtenir l'assistance judiciaire ; il est vrai que dans le cas où elle porterait son action devant les juges criminels, un certificat d'indigence lui permettra d'éviter la consignation des frais, exigée de la personne qui se constitue partie civile, mais elle ne pourrait devant cette juridiction obtenir l'assistance judiciaire. De plus, devant les tribunaux civils elle peut se dispenser de poursuivre le délinquant, s'il est notoirement insolvable, et se contenter d'actionner les personnes civilement responsables, faculté qui lui serait refusée devant les juridictions criminelles, dont le but est le châtimement à infliger au coupable. Enfin, comme la partie lésée exerce son droit, d'une façon pleinement indépendante, elle pourra user des voies de recours qui lui seraient utiles ou nécessaires. Devant les juges criminels, l'action civile étant subordonnée à l'action publique, la partie lésée ne peut user des voies de recours que d'une façon restreinte.

A côté de ces avantages, il nous faut signaler les inconvénients. L'exercice de l'action civile devant les tribunaux civils sera plus long. Enfin, la poursuite devant les tribunaux criminels permettra à la partie lésée de suivre les poursuites qui aboutiront à la

condamnation de l'auteur du délit ; ce qui constituera pour elle une satisfaction.

II. — DEVANT LES TRIBUNAUX RÉPRESSIFS.

C'est par une exception toute de faveur que la loi a permis au plaignant d'introduire devant les tribunaux répressifs son action en dommages-intérêts. En effet, les juges criminels sont, en principe, incompétents pour statuer sur une action civile. Leur but, comme leur nom l'indique, c'est la répression des crimes et délits ; ils ont été institués pour punir les infractions, dans un intérêt social. Quelles sont donc les raisons, et quel est le but qu'on s'est proposé, en étendant ainsi leur compétence jusqu'à leur permettre de juger une action qui ne rentre pas dans leur domaine habituel ?

C'est que les juges criminels, connaissant l'infraction, ayant apprécié toutes les circonstances de la cause, ayant aussi jugé le caractère plus ou moins pernicieux de l'auteur du délit, sont mieux placés pour saisir le but que ce dernier s'est proposé en agissant, pour apprécier le caractère dommageable de son action.

En outre, il est certain que la jonction des deux procédures permet à la victime du délit de réaliser une notable économie de frais.

Et c'est là, à notre point de vue, le but qu'on a envisagé dans la loi : permettre à la victime du délit de se joindre à la poursuite intentée par le ministère

public, et par suite d'éviter les frais d'une instance particulière. Nous trouvons chez beaucoup d'auteurs, notamment Demogue (1), le motif suivant qui nous paraît également justifié. « Le législateur, dit cet auteur, a surtout pensé à créer un auxiliaire pour le « le ministère public, activant la répression, et prenant « la parole devant le tribunal, en faveur de l'accusation. »

Ce motif nous paraît exact, car cette faculté accordée à la victime du délit semble être en quelque sorte une survivance d'un droit plus fort qui lui appartenait autrefois, le droit de saisir elle-même les juges chargés de la répression de poursuivre l'action publique.

A l'origine, il y a eu en effet confusion entre la peine et la réparation. Ce n'est que peu à peu que la réparation et la peine se sont séparées. La notion de réparation civile correspondant à tout le dommage, mais rien qu'au dommage, s'est lentement dégagée ; corrélativement, celle de peine s'est peu à peu affirmée de façon distincte.

Ce fut dans la seconde moitié du xii^e siècle que la séparation de la réparation et de la peine se fit jour (2). Cette séparation est déjà plus nette dans la *Somme rurale* de Bouteiller et le *Coutumier* de Charles VI.

Jusqu'à la fin du xv^e siècle, suivant certains auteurs, jusqu'à l'ordonnance de 1539, suivant d'autres, les

(1) M. René Demogue, *De la réparation civile des délits*, p. 33.

(2) Nos 15 et 19. V. *Nouvelle revue historique*, 1881, p. 647.

sommes adjugées à la personne lésée se nommaient amendes; désormais on les désigna sous le nom de réparation civile. Cette nouvelle terminologie indique bien le progrès qui s'était fait dans les idées (1).

Cependant même sous l'ordonnance de 1670, la partie civile conservait un large droit d'intervention dans la procédure. C'était en principe la partie civile qui intentait la poursuite, le ministère public n'intervenait qu'à son défaut, comme pour suppléer à sa négligence.

Grâce à la lente évolution de l'ancien droit, les deux actions publique et civile, d'abord confondues, avaient pris peu à peu une existence particulière. L'époque révolutionnaire acheva de les séparer. Le législateur de brumaire an IV, dans l'article 4 du Code, avait affirmé nettement la distinction des actions publique et civile.

Le Code d'instruction criminelle actuel a repris cette distinction.

Quoi qu'il en soit, nous pouvons dire que le droit de la partie lésée reconnu par l'article 3 de notre Code est une survivance de l'ancien droit. Et c'est en ce sens que le motif que nous relatons plus haut nous semble exact. Mais nous n'allons pas jusqu'à dire que la plaidoirie de la partie civile servira de soutien au réquisitoire du ministère public. Nous pensons que le ministère public a des pouvoirs suffisants pour obtenir la condamnation du prévenu ; que si cette condamnation

(1) V. Muyart de Vouglans, *Institutes au droit criminel*, p. 423.

peut donner à la partie lésée une réparation purement morale, il n'en est pas moins vrai que le but qu'elle se propose et qu'elle ne saurait perdre de vue, c'est l'obtention des restitutions et des dommages-intérêts ; qu'il y a bien un lien entre ces deux demandes, mais qu'elles ne se confondent pas ; que, par suite, la partie civile devra se borner à demander ce qu'elle croit lui être dû à raison du délit dont elle est victime, sans s'occuper de la répression, dont la poursuite incombe au ministère public.

Nous croyons donc que le véritable but du législateur a été de permettre à la victime d'un délit d'aller devant des juges déjà renseignés et de réaliser une économie de frais. Mais outre la rapidité plus grande de la procédure, qui constitue déjà un avantage sérieux, il y a d'autres avantages qui peuvent se joindre à celui-là. Bien souvent l'auteur du délit ne sera pas connu ; d'où nécessité de procéder à une enquête et à une instruction préparatoire, de faire des recherches qui seront longues et coûteuses ; toutes choses devant lesquelles aurait probablement reculé la partie lésée, si elle avait dû les faire seule et de sa propre initiative. Dans le cas d'une poursuite du ministère public, à laquelle elle vient se joindre, elle bénéficie de l'instruction ainsi que des preuves qui, au cours de cette instruction, peuvent venir fortifier son droit.

L'intérêt de la partie civile est le même dans le cas où il y a cumul d'infractions. Dans ce cas, en pratique,

n'est poursuivi que le délit encourant la plus forte peine. On négligera de s'occuper des autres délits, puisque la condamnation qu'on obtiendrait contre eux serait nécessairement comprise dans celle qui est la plus longue. Mais la partie civile, en joignant son action à l'action publique, contraindra le ministère public à s'occuper de ce délit ; par là, elle bénéficiera de l'enquête, de l'instruction. Au contraire, si elle n'avait pu se joindre à l'action publique, l'enquête et les preuves lui incomberaient entièrement, et ç'aurait été pour elle une source de frais considérables.

Mais le juge criminel ne connaît qu'accessoirement de l'action civile. L'objet principal de ses préoccupations, ce qui constitue le fond même de sa juridiction, c'est toujours l'action publique. Sans elle l'action civile n'est pas recevable devant le tribunal répressif. L'article 3 al. 1 (Code d'instruction criminelle) l'indique en disant qu'elle peut être poursuivie, *en même temps et devant les mêmes juges que l'action publique*. Par suite, elle ne pourrait l'être devant un tribunal qui ne connaîtrait pas de l'infraction.

Nous connaissons maintenant quels sont les juges compétents pour statuer sur l'action civile ; mais pour les tribunaux répressifs, différents chefs doivent être distingués dans l'action civile, car la compétence de ces tribunaux n'est pas la même, suivant qu'il s'agit de l'un ou de l'autre de ces chefs. Cette étude va faire l'objet du dernier paragraphe de nos préliminaires.

III. — DISTINCTION AU SUJET DE LA COMPÉTENCE
DES DIFFÉRENTS TRIBUNAUX RÉPRESSIFS,
DE PLUSIEURS CHEFS DANS L'ACTION CIVILE.

Le préjudice causé par un délit peut être très grand, inappréciable même. Une atteinte portée à la moralité, à l'honneur d'un individu nous paraît mal réparée par une indemnité pécuniaire. Malheureusement, comme le dit très bien M. Demogue (1), « les diverses manières
« de nuire à autrui sont innombrables, les diverses fa-
« çons de réparer le mal sont au contraire en très petit
« nombre. »

Les anciens auteurs faisaient une distinction entre les *réparations civiles* proprement dites et les *dommages-intérêts*. Quand c'était à la personne de l'individu, à son honneur ou à sa considération qu'on s'était attaqué, la réparation qu'il demandait et obtenait portait alors le nom de réparation civile. Au contraire, si un intérêt pécuniaire était seulement en jeu, le mot « dommages-intérêts » s'appliquait au dédommagement accordé à celui qui a été lésé dans sa fortune.

Il y avait encore cette différence que, par réparations civiles on n'entendait que les dédommagements ayant pour cause un délit, tandis que par dommages-intérêts on désignait toute espèce d'indemnité, par exemple celle adjugée à l'accusé contre son accusateur

(1) Demogue, *op. cit.*, p. 45.

et celle due à raison d'une faute, même purement civile et de la violation d'un contrat (1).

Aujourd'hui, on n'a conservé que cette dernière distinction. Peu importe la nature du délit; et, que ce soit la personne de l'individu, son honneur, sa réputation qui soient blessés, ou que ce soit une lésion purement pécuniaire, la réparation civile s'appliquera également à ces différents cas, et la victime du délit aura pour l'obtenir une action en dommages-intérêts.

Mais cependant, parmi les indemnités que peut obtenir la victime d'un délit, il est nécessaire de faire une classification. Les unes consistent particulièrement dans le fait de remettre les choses au même état qu'avant l'atteinte portée à la chose même, ou le trouble à la jouissance: ainsi la remise en possession de la chose volée, la restauration des clôtures détruites pour s'introduire dans une maison.

L'indemnité porte dans ce cas le nom de restitution ou réparation, par opposition au mot dommages-intérêts qui représente l'équivalent de la perte faite par la victime du délit, à cause de la privation qu'il a subie de l'objet dérobé, pendant le temps où il était en la possession du voleur.

Il n'y a donc guère que deux moyens de réparation: la restitution, s'il y a lieu, et l'indemnité pécuniaire. On peut joindre à ces deux moyens une satisfaction

(1) Sourdat, *De la responsabilité civile*, t. I, p. 89,

qui peut être purement platonique dans certains cas, mais qui, dans d'autres, a son utilité pratique : la publication du jugement de condamnation par journaux ou par affiches.

Dans certains cas particuliers, la confiscation peut jouer le rôle de réparation civile.

Ces cas se rencontrent dans les délits concernant la propriété intellectuelle. Nous citerons, à titre d'exemples, les procès pour contrefaçon de produits littéraires ou d'objets brevetés, pour marque de fabrique frauduleusement apposée (Art. 429 du Code pénal ; art. 46 et suivants de la loi du 5 juillet 1844 ; art. 3 et 4 de la loi du 12 février 1895).

En quoi consiste la restitution ?

Elle consistera le plus souvent dans la remise de possession d'un objet détourné par le délinquant, en cas de vol ou d'escroquerie. Cette restitution peut ne pas être la remise d'objets à leur propriétaire : il y a restitution dès qu'il y a rétablissement de l'état de choses antérieur au délit : si l'on ordonne la destruction de plantations ou de constructions faites sur le terrain d'autrui, l'annulation d'actes extorqués, la suppression d'actes faux, la réintégration à la masse des valeurs distraites par le failli (1).

Mais ces divers actes ordonnés par le Tribunal ne constituent pas, à proprement parler, une réparation

(1) Garraud, *Droit criminel*, II, n° 14 p. 19.

du dommage. Ils empêchent le mal causé par le délit de continuer à produire son effet ; mais ils ne nous rendent pas l'équivalent de la privation que nous avons subie. Aussi, bien que condamné à la restitution, le coupable peut être en outre condamné à une indemnité envers la partie lésée, si elle le demande (Art. 51 du Code pénal).

La réparation prend alors la forme d'une indemnité pécuniaire. Réparation bien inefficace, comme nous le faisons remarquer plus haut, quand l'intérêt lésé est un intérêt purement moral. Cette indemnité sera réglée d'après l'appréciation du juge, qui jouit, en cette matière, d'un certain pouvoir arbitraire, limité cependant par les principes généraux. Ils ne devraient en aucun cas procurer un enrichissement à la victime.

Cette distinction établie entre les différents chefs de l'action civile, il nous reste à poser la règle générale, puis à délimiter les exceptions, au sujet de la compétence des différents tribunaux répressifs.

En principe, les tribunaux qui connaissent de l'infraction sont à la fois compétents pour ordonner les restitutions et accorder les dommages-intérêts. Il en est ainsi lorsqu'on agit devant ceux que nous pouvons appeler les Tribunaux répressifs de droit commun.

Mais il n'en est pas de même devant les tribunaux répressifs d'exception, notamment les Conseils de guerre, les tribunaux maritimes.

L'art. 53 du Code de justice militaire s'exprime

ainsi : « Les Tribunaux militaires ne statuent que sur
« l'action publique..... Ils peuvent néan-
« moins ordonner, au profit des propriétaires, la resti-
« tution des objets saisis ou des pièces de conviction,
« lorsqu'il n'y a pas lieu d'en prononcer la confisca-
« tion. »

Ainsi, quoique les Tribunaux militaires soient incompétents pour statuer sur les dommages-intérêts réclamés par la victime du délit, ils pourront cependant ordonner la restitution des objets saisis, etc.

Mais il faut que cette restitution soit ordonnée par le jugement même qui statue au fond sur l'affaire, restitution qui ne pourra se réaliser qu'après que le jugement sera devenu exécutoire.

L'art. 74 du Code de justice militaire pour l'armée de mer s'explique dans des termes absolument identiques. Les Tribunaux militaires maritimes, quoique incompétents pour statuer sur les dommages-intérêts, pourront néanmoins accorder à la victime du délit les restitutions auxquelles elle a droit.

Mais pourquoi refuser aux tribunaux répressifs d'exception la compétence pour accorder des dommages-intérêts à la victime, alors qu'ils seront compétents pour ordonner la restitution ?

Nous croyons qu'il faut chercher la raison dans la nature même des choses. Pour accorder les dommages-intérêts il faudrait faire une enquête, pour laquelle le tribunal d'exception nous semble mal placé. Les res-

titutions, au contraire, ne demandent pas d'enquête, et les tribunaux d'exception pourront toujours les ordonner.

Il nous reste une dernière différence à signaler entre les différents chefs que comprend l'action civile. Tandis qu'en principe on accorde les restitutions d'office, sans enquête et immédiatement, les dommages-intérêts ne peuvent être obtenus qu'après examen de l'affaire et suivant l'appréciation du tribunal. Cette différence se comprend d'elle-même. Il y aurait un grave inconvénient à laisser la victime plus longtemps privée de ce qui lui a été pris, puisque on peut le lui rendre immédiatement. Au contraire, les juges peuvent ne pas avoir les éléments suffisants pour estimer le préjudice causé à la victime par la privation de ce qui lui appartient. De là, la nécessité d'une enquête pour établir d'une manière équitable l'indemnité à laquelle elle a droit.

Car la réparation prendra souvent, pour la partie lésée, la forme d'une indemnité pécuniaire : elle consistera dans une somme d'argent allouée à la victime. Les tribunaux ayant, à cet égard, pleine liberté, pourront tantôt accorder une somme d'argent une fois pour toutes, tantôt attribuer à la victime une pension viagère ou temporaire.

On comprend donc qu'il faille mesurer le préjudice causé, proportionner la réparation non-seulement au dommage, mais à la situation qu'occupe la victime, au temps plus ou moins long qu'a duré la privation, et

même au préjudice tout moral qui a pu en résulter pour la partie lésée.

Nous avons ainsi délimité les différents chefs de l'action civile ; nous arrivons maintenant à notre première partie dans laquelle nous rechercherons quels tribunaux répressifs peuvent avoir compétence pour statuer sur l'action civile.

PREMIÈRE PARTIE

Quels tribunaux répressifs peuvent avoir compétence pour statuer sur l'action civile.

Comme nous l'avons déjà dit, c'est un droit pour la partie lésée de porter l'action civile devant les tribunaux criminels, conjointement à l'action publique et pendant tout le cours de cette poursuite. Mais faut-il au moins que ces tribunaux soient compétents pour connaître de l'action civile. Et à ce sujet, nous aurons à distinguer entre les tribunaux répressifs de droit commun qui sont certainement compétents, et les tribunaux répressifs d'exception pour lesquels il y a doute. Nous diviserons donc cette première partie en deux subdivisions qui correspondront à cette distinction.

PREMIÈRE SUBDIVISION

Tribunaux répressifs de droit commun.

Les tribunaux répressifs de droit commun, c'est-à-dire la Cour d'assises, les tribunaux de police correctionnelle, les tribunaux de simple police, sont certai-

nement compétents pour statuer sur l'action civile, accessoirement à l'action publique. Nous avons déjà vu quelles sont les raisons qui ont amené le législateur à admettre cette solution, aussi n'y reviendrons-nous pas.

Mais il nous faut rechercher les règles que l'on devra suivre pour l'exercice de l'action civile devant les tribunaux répressifs et examiner si ces règles sont les mêmes, que l'on s'adresse aux tribunaux de simple police, aux tribunaux correctionnels ou à la Cour d'assises.

Toutes les fois qu'on demande réparation d'un fait qui est classé parmi les contraventions de police, c'est-à-dire donnant lieu, d'après les dispositions du quatrième livre du Code pénal, soit à quinze francs d'amende et au-dessous, soit à cinq jours d'emprisonnement et au-dessous, l'action civile devra être portée devant le tribunal de simple police, sans qu'il soit besoin de distinguer s'il y avait lieu ou non à la confiscation des choses saisies, et sans s'occuper de leur valeur.

Si on avait suivi ici la règle générale, il aurait fallu, pour délimiter la compétence du juge de simple police, s'attacher à rechercher la quotité des dommages-intérêts. Mais telle n'est pas la règle en notre matière ; cette compétence est fixée par la nature du fait et la gravité de la peine encourue à raison de la contravention commise. Dès que le fait rentrera dans

sa compétence, dès qu'il pourra appliquer la peine, le juge de simple police pourra statuer sur les dommages-intérêts, quelle qu'en soit la quotité, et ordonner les réparations et les restitutions occasionnées par la contravention. Il ne pourrait s'y refuser sous prétexte que les réparations s'élèvent au-dessus de 200 francs (1).

Il en serait autrement si le juge de paix était saisi, au civil seulement, d'une demande en dommages-intérêts de plus de 200 francs. Sa compétence, en qualité de juge civil, ne s'étend qu'aux demandes qui ne sont pas supérieures à 200 francs.

Dans certains cas, il peut se faire cependant qu'il y ait un lien entre la compétence du juge de paix et le taux des dommages-intérêts. Ce sont les cas où la loi fixe l'amende proportionnellement aux dommages-intérêts. Si alors la quotité du dommage demandé excède le montant de l'amende que le juge de police est autorisé à prononcer, il doit se déclarer incompétent. Il en serait encore de même, si la quotité des dommages-intérêts réclamés n'était pas déterminée, car la compétence du juge de paix doit être déterminée, dès le début de l'instance, d'après le maximum de la peine qu'il peut prononcer.

Cette règle concernant la compétence des tribunaux de police est, à notre avis, une application du principe

(1) *Cass.*, 31 mars 1832, Dalloz, I, p. 260.

en vertu duquel les juges criminels ne sont saisis de l'action civile qu'accessoirement à l'action publique ; d'où il résulte qu'on doit en notre matière suivre les règles de compétence de l'action publique, plutôt que celles de l'action civile.

Mais qu'arrivera-t-il si le prévenu est acquitté, si par suite le Tribunal de simple police refuse d'accorder des dommages-intérêts à la partie civile ? Celle-ci pourra-t-elle appeler de la décision du juge de paix ? L'art. 172 (Code d'instruction criminelle), semble bien lui refuser ce droit :

« Les jugements rendus, en matière de police,
« pourront être attaqués par la voie de l'appel lors-
« qu'ils prononceront un emprisonnement, ou lorsque
« les amendes restitutives et autres réparations civiles
« excéderont la somme de 5 francs, outre les dépens. »

L'appel n'est donc autorisé que lorsqu'il y a condamnation. La partie civile ne pourrait donc pas appeler d'un jugement *acquittant* le prévenu et refusant de lui accorder des dommages-intérêts.

Il en serait autrement à notre avis si le prévenu avait obtenu contre la partie civile un jugement de condamnation, car, dans ce cas, nous rentrerions dans l'hypothèse prévue par l'art. 172 ; et la partie civile aurait le droit d'appel, suivant les limites fixées par cet article (1).

(1) Dalloz, *Appel criminel*, n° 92. — Faustin Hélie, *Instruction criminelle*, t. VI, p. 421.

Quant au pourvoi en cassation, l'art. 408 (Code d'instruction criminelle) détermine les causes qui peuvent y donner lieu. L'art. 413 ajoute que les voies d'annulation sont, en matière de police, respectivement ouvertes à la partie poursuivie, au ministère public et à la partie civile, contre tous les jugements en dernier ressort, sans distinction entre ceux qui ont prononcé le renvoi de la partie ou sa condamnation.

En ce qui concerne la compétence des tribunaux correctionnels, il n'y a rien de très particulier à signaler. Les limites de cette compétence seront fixées d'après les règles ordinaires pour l'exercice de l'action publique ; c'est-à-dire que les tribunaux correctionnels connaissent des délits dont la peine n'excède pas 5 jours d'emprisonnement et 15 francs d'amende, et qu'une disposition ne défère pas à la Cour d'assises, ainsi que des actions civiles qui dérivent du fait poursuivi.

L'action civile peut également être portée devant la Cour d'assises quand le dommage résulte d'un fait puni par la loi de peines afflictives et infamantes ou d'un délit qui lui est déféré par des lois spéciales.

Mais dans ce cas, ce sera à la Cour, et non au jury, que reviendra le droit de statuer sur l'action civile (art. 358, 359, 366 Code d'instruction criminelle). Et cette règle s'explique d'elle-même : car on n'aurait certainement pas pu confier aux jurés le soin de faire une juste appréciation du dommage causé. Il nous

semble que, dans l'hypothèse où le prévenu aurait été condamné, les jurés auraient été fortement enclins à s'exagérer l'importance du dommage causé par le délit commis, et par suite portés à accorder des dommages-intérêts trop considérables ; et que, dans l'hypothèse contraire, où le prévenu serait acquitté, les jurés se seraient décidés à refuser tous dommages-intérêts, alors que la loi leur permet d'en accorder, ainsi que nous le verrons plus loin, en vertu des art. 358, 359 et 366 (Code d'instruction criminelle). De plus, indépendamment de cette considération, les juges criminels qui sont généralement les mêmes que les juges civils sont bien placés pour connaître de l'action civile ; ils sont certainement plus compétents en ces matières que les membres du jury dont le recrutement se fait dans toutes les classes de la société ; ces derniers sont à coup sûr capables de reconnaître la culpabilité ou la non-culpabilité d'un individu, mais ne seraient pas aptes à juger sainement des questions purement civiles.

Enfin la Cour, dont le rôle, dans ce cas, n'est pas de prononcer une peine, mais de statuer sur l'action civile dont elle reste régulièrement saisie, pourra en toute liberté se livrer à un examen consciencieux du dommage et faire une juste liquidation des dommages-intérêts qui doivent être accordés.

Nous nous bornerons simplement à indiquer ici que la Cour d'assises a, par exception, le droit d'accorder

des dommages-intérêts à la victime du délit, en cas d'acquittalment du prévenu, nous réservant d'étudier la question d'une manière approfondie dans notre deuxième partie.

Mais, dans certains cas, la compétence des juridictions criminelles se trouve restreinte. Il en est ainsi notamment en matière de banqueroute simple ou frauduleuse, en vertu de l'art. 601 du Code de commerce qui est ainsi conçu :

« Dans tous les cas de poursuite et de condamnation pour banqueroute simple ou frauduleuse, les actions civiles autres que celles dont il est parlé dans l'art. 595 resteront séparées et toutes les dispositions relatives aux biens, prescrites pour la faillite, seront exécutées sans qu'elles puissent être attribuées ni évoquées aux tribunaux de police correctionnelle, ou aux cours d'assises. »

Ainsi donc, en principe et par dérogation à la règle de l'art. 3 (Code d'instruction criminelle), les juges de répression saisis d'une action en banqueroute simple ou frauduleuse sont incompétents pour connaître des actions civiles fondées sur les faits constitutifs de ce délit ou de ce crime (1).

La poursuite devant la Cour d'assises ou devant le Tribunal correctionnel n'aura pas pour effet de dessaisir le Tribunal de commerce. Celui-ci restera com-

(1) Paris, 2 septembre 1833. — Dalloz 1834, II, p. 18. — Cass., 7 novembre 1840, Sirey, I, 84.

pétent pour statuer sur les actions civiles. Cette règle a pour résultat de maintenir l'égalité entre les différents créanciers du banqueroutier. Si on avait, en effet, laissé aux tribunaux criminels le soin de statuer sur les actions civiles, ceux-ci n'auraient pu, cependant, s'occuper que des actions qui auraient été portées devant eux. Or, bien des créanciers ne se seraient pas constitués parties civiles, soit par négligence, soit pour s'éviter des frais ; d'où inégalité au profit de certains créanciers qui auraient obtenu peut-être un dividende plus fort que celui auquel ils avaient droit. Il convenait donc de laisser au Tribunal de commerce la connaissance pleine et entière des actions civiles nées de la banqueroute.

C'est ce qui ressort, du reste, des travaux préparatoires du Code de commerce.

« La commission, disait Locré, sur l'art. 601, trans-
« portait à la Cour criminelle toutes les opérations
« de la faillite, dans le cas où il y avait poursuite en
« banqueroute, mais ce système ayant excité les récla-
« mations de plusieurs cours et tribunaux, la commis-
« sion reconnut que son projet était incompatible avec
« les principes de l'attribution criminelle. »

Et en conséquence, il fut décidé que les actions civiles resteraient sous l'empire de la juridiction ordinaire.

Le but de la loi a été d'assurer à la procédure commerciale et à l'action de la justice une complète indé-

pendance, de leur faire suivre à l'une et à l'autre une voie parallèle, sans que jamais elles puissent se confondre. « Les syndics ont été investis par le jugement « déclaratif de l'administration des biens du failli : « la circonstance que le failli est poursuivi comme « banqueroutier ne doit pas les dessaisir, et réciproquement cette saisine ne doit pas entraver l'action du « ministère public » (1).

En résumé, de ce que nous venons de dire, il résulte que les actions civiles dirigées, en matière de banqueroute simple ou frauduleuse, contre le failli personnellement, ne peuvent être portées devant les tribunaux correctionnels ou les cours d'assises, même conjointement à l'action publique (ce qui constitue une exception à la règle de l'art. 3 du Code d'instruction criminelle), et que ces mêmes actions sont de la compétence exclusive du Tribunal de commerce.

Les seules actions civiles qui puissent être portées devant les cours d'assises ou les tribunaux correctionnels, à raison des crimes ou des délits commis dans la faillite, sont celles prévues dans l'art. 595 (Code de commerce), c'est-à-dire les actions civiles qui ont leur cause dans des crimes ou délits commis par d'autres que par le failli.

D'après cet article, la Cour d'assises, saisie des poursuites en banqueroute frauduleuse contre les com-

(1) Dalloz, Rép. gén., *Faillite et Banqueroute*, n° 1532.

plices ou tous autres tiers, dans les cas prévus par l'art. 593 (Code de commerce), ou le tribunal saisi des poursuites en vol contre les personnes désignées dans l'art. 594, statueront lors même qu'il y aurait acquittement : 1° d'office sur la réintégration à la masse des créanciers de tous biens, droits ou actions frauduleusement soustraits ; 2° sur les dommages-intérêts qui seraient demandés, et que le jugement ou l'arrêt arbitrera.

Cet article, en ce qu'il accorde à la Cour d'assises le droit de statuer sur les dommages-intérêts en cas d'acquittement, ne fait que confirmer le principe de compétence écrit dans l'art. 366 du Code d'instruction criminelle, mais il déroge, en ce qui concerne le Tribunal correctionnel, à la jurisprudence constante qui dénie à ce tribunal le droit de statuer sur les restitutions et dommages-intérêts réclamés par la partie civile, quand le prévenu est acquitté. Cette jurisprudence s'appuie, ainsi que nous le verrons dans notre deuxième partie, sur des arguments très forts tirés des textes mêmes du Code d'instruction criminelle.

Nous devons remarquer ici que la Cour d'assises et le Tribunal correctionnel devront statuer *d'office* sur la réintégration à la masse de tous biens, droits et actions frauduleusement soustraits. Qu'au contraire, ils ne devront statuer sur les dommages-intérêts que s'ils sont demandés. Ils devront suivre, pour l'arbitrage de ces dommages-intérêts, la forme réglée par l'article 366

(Code d'instruction criminelle). Enfin ces mots « réintégration à la masse des créanciers » nous font voir que l'action d'un ou de plusieurs créanciers profitera à tous, et que par suite ils n'ont pas besoin de se porter tous parties civiles aux poursuites dirigées contre les complices.

Une autre particularité qui a également trait à la compétence de la Cour d'assises, au sujet de l'action civile, nous est révélée par l'article 58 de la loi du 29 juillet 1881 sur la Presse, lequel est ainsi conçu :

« En cas d'acquittallement par le jury, s'il y a partie
« civile en cause, la Cour ne pourra statuer que sur les
« dommages-intérêts réclamés par le prévenu. Ce der-
« nier devra être renvoyé de la plainte sans dépens ni
« dommages-intérêts au profit du plaignant. »

Cet article contient une exception à la règle générale, en vertu de laquelle la Cour d'assises a le pouvoir de statuer sur les dommages-intérêts réclamés par la partie civile, même en cas d'acquittallement du prévenu. Quelles sont donc les raisons qui ont fait admettre cette exception ? Nous les trouvons dans les travaux préparatoires de la loi du 29 juillet 1881 :

« Nous avons pensé, a dit M. Lisbonne dans son
« rapport, qu'il était difficile, dans la matière qui nous
« occupe, de ne pas abroger cet usage, de laisser subsister un quasi-délit, après l'acquittallement du délit ; et
« surtout de supposer que le jury, en répondant *non*
« sur la question de culpabilité intentionnelle, n'a pas
« eu la volonté d'absoudre entièrement le prévenu,

« D'ailleurs, c'est par une sorte de prorogation de
« juridiction que la Cour d'assises connaît des délits
« commis par la voie de la presse ou de la parole. Or,
« en matière de délits, les tribunaux correctionnels ne
« peuvent condamner à des dommages-intérêts le pré-
« venu acquitté. C'est le plaignant seul qui, dans ce
« cas, y est exposé » (1).

De ce que l'art. 58 ne prévoit que le cas d'acquittement par le jury, et a surtout en vue d'éviter une contradiction entre le verdict du jury et l'arrêt de la Cour, il est permis de conclure qu'en cas d'acquittement du prévenu par la Cour d'assises, sans assistance des jurés, celle-ci peut condamner à des dommages-intérêts le prévenu acquitté. Mais cependant, quoique les termes de la loi soient formels, nous croyons que les raisons fondamentales qui ont fait adopter cette solution restent entières dans le cas particulier où la Cour statue à la fois sur l'acquittement du prévenu et sur les dommages-intérêts réclamés par la partie civile.

L'article 58 ne prévoyant que le cas d'acquittement, la Cour pourrait, en cas d'absolution, statuer sur les dommages-intérêts réclamés par la partie civile.

Nous devons aussi, à propos de la loi sur la Presse, du 29 juillet 1881, signaler une autre particularité qui résulte de l'article 46 de cette loi, ainsi conçu :

(1) Barbier, *Code expliqué de la Presse*, t. II.

« L'action civile résultant des délits de diffamation
« prévus et punis par les articles 30 et 31 ne pourra,
« sauf dans le cas de décès de l'auteur du fait incriminé, ou d'amnistie, être poursuivie séparément de
« l'action publique. »

Cet article constitue une exception à la règle générale qui donne à la partie lésée le droit d'option entre la voie civile et la voie criminelle.

Nous avons vu que les juges répressifs de droit commun sont compétents pour statuer sur l'action civile ; nous allons rechercher maintenant si les juridictions répressives d'exception sont aussi compétentes dans ce cas. Cette étude fera l'objet de notre deuxième subdivision.

DEUXIÈME SUBDIVISION

Tribunaux répressifs d'exception.

S'il n'existe aucun doute au sujet de la compétence des Cours d'assises et des tribunaux de police simple ou correctionnelle, pour connaître de l'action civile accessoirement à l'action publique, il n'en est pas de même à l'égard des tribunaux répressifs d'exception. C'est que ces tribunaux, appelés à juger dans des cas particuliers dont la juridiction est limitée à certaines personnes et à certains délits, ne paraissent pas avoir une connaissance assez générale du droit pour qu'on puisse étendre leur compétence jusqu'à statuer sur

l'action civile. D'ailleurs, en ce qui concerne certaines de ces juridictions, il existe des textes formels qui leur refusent le droit de statuer sur les intérêts civils qu'ils peuvent avoir à juger accessoirement à l'action publique.

L'art. 54 du Code de justice militaire pour l'armée de terre, s'exprime ainsi :

« L'action civile ne peut être poursuivie que devant
« les tribunaux civils ; l'exercice en est suspendu tant
« qu'il n'a pas été prononcé définitivement sur l'action
« publique intentée avant ou pendant la poursuite de
« l'action civile. »

L'art. 53 dispose également : « que les tribunaux
« militaires ne statuent que sur l'action publique, sauf
« les cas prévus par l'art. 75 qui autorise les prévôtés
« à connaître des dommages-intérêts n'excédant pas
« 150 francs ; — mais qu'ils peuvent néanmoins or-
« donner, au profit des propriétaires, la restitution des
« objets saisis ou des pièces de conviction, lorsqu'il n'y
« a pas lieu de prononcer la confiscation.

« La loi, dit à ce sujet l'exposé des motifs, débute
« par un principe que la législation militaire a toujours
« consacré : c'est que les Conseils de guerre ne con-
« naissent que de l'action publique. L'action civile est
« en effet une question d'ordre privé ; elle porte sur les
« biens, non sur la personne ; et la solution des diffi-
« cultés qui en naissent demande la connaissance et
« l'application exacte du droit civil qui n'entre pas

« dans le domaine naturel et nécessaire du juge militaire. Les tribunaux civils demeurent ouverts à la partie lésée ; elle peut les saisir de sa réclamation. La loi, par analogie avec l'art. 366 du Code d'instruction criminelle, autorise seulement les tribunaux militaires à ordonner, au profit des propriétaires, la restitution des objets saisis ou des pièces de conviction, quand la loi ne prescrit pas d'en prononcer la confiscation. Le tribunal n'a, dans cette circonstance, qu'un fait simple à apprécier » (1).

Il est certain qu'on ne peut exiger des juges des tribunaux militaires des connaissances suffisantes en droit pour statuer sur des questions purement civiles, pour liquider des dommages-intérêts, apprécier la plus ou moins grande étendue du dommage. Leur juridiction est, pour de justes raisons, restreinte aux délits purement militaires, ou aux infractions commises par des militaires. Ici nous n'avons plus affaire, comme pour les tribunaux de répression de droit commun, à des juges également aptes à connaître de toutes les matières juridiques ; les juges militaires qui sont mieux à portée que les juges de droit commun pour délimiter l'étendue d'une infraction contre la discipline, ne sont plus compétents en dehors de leur sphère d'action.

Une exception nous est toutefois signalée par l'art. 75 du Code de justice militaire. Elle concerne les pré-

(1) Dalloz, 1857, IV, p. 149.

vôtés. On appelle ainsi les tribunaux militaires composés d'un juge unique, appelé *grand prévôt* ou *prevôt* ; ces tribunaux fonctionnent seulement lorsqu'une armée est sur le territoire étranger. Indépendamment des attributions de police qui lui sont déferées par des règlements militaires, le grand prévôt exerce une juridiction dans tout le territoire occupé par l'armée, et sur les flancs et les derrières de l'armée. Aux termes de l'art. 75, elle s'étend sur les vivandiers, vivandières, cantiniers, cantinières, blanchisseuses, marchands, domestiques et toutes personnes à la suite de l'armée, en vertu de permission ; — sur les vagabonds et gens sans aveu et sur les prisonniers de guerre qui ne sont pas officiers.

« A l'égard de ces individus, les prévôts connaissent, « dans l'étendue de leur ressort : 1° des infractions. . . .
« 3° des demandes en dommages-intérêts qui n'excèdent
« pas 150 francs, lorsqu'elles se rattachent à une infrac-
« tion de leur compétence. » (Art. 75.)

Mais, dans ce cas particulier, les circonstances rendent nécessaire cette exception. Si on excepte les personnes attachées à la suite de l'armée en vertu de permission et les prisonniers de guerre, cette foule qui accompagne les armées, ordinairement composée du rebut de la société, est souvent aussi gênante pour leurs opérations que dangereuse pour le pays qu'elle parcourt. D'où la nécessité de réprimer sans retard les délits dont elle peut se rendre coupable, et d'accorder aux

victimes de ces délits les réparations qu'elles sont en droit de réclamer.

Les motifs qui ont porté le législateur à dénier aux tribunaux militaires la compétence pour statuer sur l'action civile l'ont aussi poussé à la refuser aux tribunaux maritimes.

L'art. 74 du Code d'instruction militaire pour l'armée de mer est ainsi conçu :

« Les tribunaux maritimes ne statuent que sur l'action
« publique. — Ils peuvent néanmoins ordonner, au
« profit des propriétaires, la restitution des objets saisis
« ou des pièces de conviction, lorsqu'il n'y a pas lieu
« de prononcer la confiscation. »

Et l'art. 75 dispose :

« L'action civile ne peut être poursuivie que devant
« les tribunaux civils ; l'exercice en est suspendu tant
« qu'il n'a pas été prononcé définitivement sur l'action
« publique intentée avant ou pendant la poursuite de
« l'action civile. »

Ces articles sont la reproduction presque intégrale des articles 53 et 54 du Code de justice militaire pour l'armée de terre.

Cependant si l'intervention des parties civiles devant les conseils de guerre et les tribunaux militaires maritimes est inadmissible, on admet généralement, dans la pratique, le plaignant à faire soutenir sa plainte par un avocat ou un avoué, en vue d'obtenir la constatation d'une culpabilité qui pourra servir de base à son

action en dommages-intérêts devant la juridiction civile (1).

Ce n'est pas d'ailleurs en qualité de partie civile, mais comme partie plaignante seulement que peut paraître devant le Conseil de guerre l'individu dont la dénonciation a mis en mouvement la juridiction militaire. La différence des qualifications tient à la nature même de la juridiction.

Quel est, en effet, le motif pour lequel la victime d'un délit peut se porter partie civile devant les tribunaux répressifs ordinaires? C'est que la loi tout en chargeant le juge criminel de réprimer le délit, de condamner le délinquant, lui donne en même temps le droit de délimiter les dommages-intérêts qui résultent du délit, et l'étendue des réparations à accorder. Le plaignant peut donc se joindre à la poursuite du ministère public et demander aux juges répressifs de statuer sur l'action civile en même temps que sur l'action publique.

Ce motif n'existe plus devant les tribunaux militaires; et la partie plaignante serait impuissante à porter son action devant eux, puisque la loi leur refuse le droit de statuer sur un objet qui est en dehors de leur compétence, qu'elle a pris le soin de délimiter.

Dans une affaire récente qui n'a que trop passionné l'opinion publique, le Conseil de guerre siégeant à

(1) *Cassation*, 19 mars 1852 — Dalloz, 1852, 1 p. 328.

Cassation, 11 juin 1852 — Dalloz, 1852, 1 p. 192.

Paris a fait une application de ce principe. Dans la séance du Conseil du 10 janvier 1898, statuant sur les poursuites intentées contre le Commandant E..., l'avocat de M^{me} D... avait déposé des conclusions tendant à l'autoriser à se porter partie civile devant le Conseil de guerre. Mais le Conseil de guerre, dans cette même séance du 10 janvier 1898, a refusé d'admettre cette demande, autorisant seulement la présence de son avocat aux débats, pour lesquels le huis clos ne serait pas demandé (1).

Nous pouvons encore ajouter aux tribunaux d'exception qui sont incompetents pour statuer sur l'action civile les tribunaux maritimes commerciaux. Le décret du 24 mars 1852 ne renfermait aucune disposition à ce sujet. L'art. 21 de la loi du 12 mars 1891, sur les accidents et collisions en mer, est venu combler cette lacune. Cet article est ainsi conçu :

« Les juridictions saisies des délits prévus par la présente loi (tribunaux maritimes commerciaux) ne connaissent pas de l'action civile. »

Indépendamment des tribunaux militaires pour l'armée de terre et l'armée de mer, et des tribunaux maritimes commerciaux qui, nous venons de le voir, sont incompetents pour connaître de l'action civile, la question se pose de savoir si on doit étendre l'art. 3 al. 1 (Code d'instruction criminelle) aux autres juridictions d'exception.

(1) *Gazette du Palais*, N° du 10 janvier 1898.

Un système borne l'application du principe contenu dans l'art. 3 du Code d'instruction criminelle aux tribunaux organisés par le Code d'instruction criminelle. Par suite, il refuse compétence, en matière d'action civile, à la Haute-Cour de justice, aux Conseils de préfecture statuant correctionnellement et au Conseil d'État. On argumente qu'en écrivant ce principe en tête du Code d'instruction criminelle, le législateur n'a pu avoir en vue que les hypothèses dont il s'occupait dans le cours de ce code ; que, par suite, s'il avait voulu donner compétence aux tribunaux d'exception, dans le cas qui nous occupe, le législateur aurait dû le prévoir expressément et par un texte formel. Mais ne pourrait-on pas soutenir l'argument contraire avec plus de logique et plus de succès ? Pourquoi, si le texte de l'art. 3 (Code d'instruction criminelle) est inapplicable aux juridictions d'exception, le législateur a-t-il pris soin, dans les Codes de justice militaire pour l'armée de terre et l'armée de mer, de refuser formellement aux tribunaux établis par ces codes le droit de statuer sur l'action civile ? De deux choses l'une, ou bien l'article 3 al. 1 (Code d'instruction criminelle) leur était inapplicable, et alors le texte est inutile, ou bien l'art. 3 al. 1 (Code d'instruction criminelle) leur était applicable en principe ; de là la nécessité d'une disposition qui refuse à ces tribunaux la compétence sur l'action civile.

Cette question ne présente aujourd'hui qu'un intérêt pratique assez restreint. On ne peut la discuter

qu'au sujet de la Haute-Cour politique, car pour les tribunaux militaires la question est tranchée dans le sens de la négative par les dispositions législatives que nous avons relatées plus haut ; et pour les Conseils de préfecture statuant correctionnellement, un avis du Conseil d'Etat ayant force d'interprétation législative a également résolu la question dans le sens négatif.

Cet avis du Conseil d'État, en date du 29 août 1809, approuvé le 20 septembre suivant, a décidé que les Conseils de préfecture étaient incompétents pour connaître des demandes de dommages-intérêts formées par les parties qui ont souffert un préjudice à raison des contraventions que ces Conseils sont appelés à réprimer.

« Considérant qu'il appartient aux Conseils de préfecture de prononcer sur les contraventions aux règlements de police et sur les amendes et autres peines qui peuvent en être la suite ; mais qu'aucune loi ne leur a attribué la connaissance des actions purement civiles résultant de ces contraventions, est d'avis que les demandes en dommages-intérêts et toutes les autres actions civiles résultant d'une contravention à un règlement de police, doivent être jugées par les Tribunaux » (1).

M. Daviel, dans son *Traité des cours d'eau*, dit à ce

(1) Mangin et Faustin Hélie, *De l'Instruction écrite*, tome II, n° 184.

sujet : « Le délit administratif sera déclaré et réprimé
« par la juridiction administrative, et puis l'illégalité
« du fait dommageable étant ainsi constatée, on ira
« procéder devant les tribunaux, pour la liquidation
« des dommages-intérêts. C'est là une question toute
« privée » (1).

Cet avis du Conseil d'État est cependant très contestable ; car il admet comme indiscutable l'interprétation qu'il donne à l'art. 3. « Puisqu'aucune loi,
« dit-il, n'a attribué aux Conseils de préfecture la con-
« naissance des actions civiles », c'est-à-dire que l'art. 3
(Code d'instruction criminelle) ne s'applique pas aux
Conseils de préfecture. Cependant cette interprétation
ne s'impose pas d'elle-même, et au moins aurait-il
fallu discuter l'opinion adverse.

Quoi qu'il en soit, la question n'est plus discutée que
pour la Haute-Cour de justice, et c'est cette discussion à laquelle nous allons maintenant passer. Nous
aurons à rechercher successivement quelles sont les solutions à donner, suivant qu'il s'agit de la Cour des
pairs, de la Haute-Cour politique sous la République
de 1848, de la Haute-Cour sous l'Empire, et enfin,
de nos jours, du Sénat.

L'intervention des parties civiles était-elle recevable devant la Cour des pairs ? Cette question se posa
dans le procès des ministres de 1830. Un nombre con-

(1) Daviel, *Traité des cours d'eau*, tom I, p. 358.

sidérable de personnes lésées par les événements de Juillet demandaient à intervenir pour réclamer des dommages-intérêts.

Dans son arrêt du 29 novembre 1830 (1), la Cour des pairs :

« Considérant que, dans le procès porté devant elle
« par la résolution de la Chambre des députés, la Cour
« des pairs, à raison de la nature de l'action et des
« formes dans lesquelles cette action est poursuivie, ne
« se trouve pas constituée de manière à statuer sur
« des intérêts civils ;

« Déclare que dans les dits débats ne seront appelés
« ni reçus aucun intervenant ou partie civile, tous
« leurs droits réservés pour se pourvoir, s'il y a lieu,
« ainsi qu'ils aviseront. »

Dans le rapport fait devant la Cour des pairs par M. de Bastard, l'un des commissaires chargés de l'instruction de ce procès, nous relevons des motifs tirés des difficultés de l'exercice de l'action civile devant cette juridiction, plutôt que des arguments juridiques.

M. de Bastard commence d'ailleurs par avouer que
« si l'on ne s'en référait qu'aux principes du droit
« commun, l'intervention des tiers ne pourrait être
« contestée. L'art. 3 du Code d'instruction criminelle
« dit en effet que l'action civile peut être poursuivie en
« même temps et devant les mêmes juges que l'action

(1) Sirey, 1831, II, p. 17.

« publique, et l'on n'aperçoit pas au premier coup
« d'œil pourquoi la juridiction plus élevée qu'exerce
« la Cour des pairs priverait les parties qui se pré-
« tendent lésées d'une faculté qui ne leur serait pas
« contestée devant une juridiction ordinaire. »

Mais il objecte : qu'ici ce n'est pas la partie civile qui met en exercice l'action publique ; c'est la Chambre des députés. Et cette dernière n'est pas dans la nécessité d'agir sur les faits qui lui sont dénoncés. Les parties civiles se trouvent écartées par cet axiome que *le droit d'intervention ne peut être là où le droit d'action n'existe pas.*

Nous pouvons répondre à cette première objection avec M. Lair (1), que ce motif n'a de valeur qu'en ce qui concerne les accusations dirigées contre les ministres.

M. de Bastard ajoutait que « la Cour des pairs verrait sa marche entravée par tant d'actions diverses, « et contraires peut-être, que feraient naître des plaintes « dont elle ne pourrait limiter le nombre ni entraver « la discussion, sans porter préjudice au droit le plus « sacré de tous, celui de demander réparation d'un « dommage..... »

Enfin, que « la Cour des pairs n'a rien dans son « organisation intérieure qui la rende propre à cette « nature de travaux, soit le nombre de ses membres,

1) Lair, *Hautes-Cours politiques.*

« soit leurs habitudes parlementaires, soit les formes
« accoutumées de ses discussions » (1).

Ces objections sont tirées des difficultés pratiques qu'on éprouve à laisser la Cour des pairs juge de l'action civile. Mais elles ne répondent pas à l'interprétation même de l'art. 3 du Code d'instruction criminelle. Il reste toujours acquis, à notre avis, que la Cour des pairs étant compétente pour l'action publique, sa satellite l'action civile, accessoire de l'action publique, est aussi de sa compétence.

Quoi qu'il en soit, les deux derniers motifs que nous venons de relater ont, d'après M. Lair (2), une portée générale, et bien que l'arrêt du 29 novembre 1830 n'ait statué qu'à l'égard d'une poursuite dirigée contre les ministres, cet auteur ne doute pas que la Cour des pairs n'ait également rejeté toute intervention qui se fût produite dans un procès d'une autre nature.

Reste à savoir maintenant ce que pourrait faire la partie lésée pour obtenir satisfaction. Avait-elle quelque moyen d'obtenir des ministres la réparation du tort qu'ils lui avaient causé, à raison de leurs fonctions?

Elle n'avait plus qu'une voie à suivre : celle des tribunaux civils ; et encore dans le cas seulement où les ministres étaient reconnus par la Cour des pairs

(1) *Rapport à la Cour des pairs* du 29 novembre 1830. — Sirey, 1831, II, page 15.

(2) Lair, *op. cit.*

coupables des faits pour lesquels la partie lésée demandait réparation. D'où la nécessité pour la partie lésée de faire rouvrir l'instruction, recommencer l'enquête, de faire connaître à de nouveaux juges les faits propres à éclairer leur sentence, alors qu'au contraire, si la Cour des pairs s'était reconnue compétente, elle aurait bénéficié de tout ce qui avait déjà été fait.

Il n'en est plus de même sous la Constitution de 1848. Aux termes de l'art. 98 de cette constitution, dans tous les cas de responsabilité des ministres, l'Assemblée pouvait, suivant les circonstances, renvoyer le ministre inculpé, soit devant la Haute-Cour, soit devant les tribunaux ordinaires, pour les réparations civiles. Il est certain que ce texte ne visait pas clairement la question ; mais de la discussion des différents textes qui ont été proposés à la commission, il ressort que l'Assemblée pouvait à son gré porter l'action civile devant la Haute-Cour ou devant les tribunaux de droit commun.

L'intervention des parties civiles était-elle possible devant la Haute-Cour ? Cette juridiction était-elle compétente pour statuer sur les réparations civiles, accessoirement à l'action publique ? Nous ne croyons pas qu'en fait la question se soit posée. Mais, toujours d'après M. Lair, dont l'intéressant ouvrage nous a servi de guide en cette matière, « les raisons, au moyen
« desquelles la Chambre des pairs avait cru pouvoir
« se refuser à connaître des intérêts privés, n'existaient
« plus ; et malgré le silence de la Constitution, rien

« dans l'organisation de la Haute-Cour, ni dans l'esprit
« de sa Constitution, ne s'opposait à l'application du
« principe général du Code d'instruction criminelle. » (1)

Sous la Constitution de l'Empire de 1852, la Haute-Cour était organisée comme une Cour d'assises d'un ordre plus élevé. Par suite, elle pouvait statuer sur les dommages-intérêts et réparations civiles réclamés par la partie civile, non-seulement en cas de condamnation de l'inculpé, mais même en cas d'acquittement de ce dernier. Un arrêt du 27 mars 1870 (2) qui condamne le prince Pierre Bonaparte à 25.000 francs de dommages-intérêts au profit des héritiers de Victor Noir, bien qu'il ait été acquitté du chef de meurtre, a confirmé pleinement ce principe.

En ce qui concerne la Constitution de 1875, nous retrouvons les mêmes raisons, pour dénier la compétence au Sénat, que nous avons remarquées pour la Chambre des pairs. Mais ces raisons, nous les avons déjà réfutées et nous pouvons encore nous appuyer sur l'opinion d'un éminent auteur (3) pour accorder au Sénat, comme Haute-Cour, compétence sur l'action civile.

En somme, et malgré tout, la solution qui paraît dominer est la solution négative, en raison de l'arrêt du 29 novembre 1830 qui fait jurisprudence. Mais il

(1) Lair, *Hautes Cours politiques*.

(2) Sirey, 1871, II p. 480.

(3) Faustin Hélie, *Constitution de la France*, p. 4424.

est permis de douter que cette solution soit la meilleure au point de vue théorique.

D'abord, le texte de l'art. 3 du Code d'instruction criminelle est rédigé d'une manière générale, on pourrait dire absolue. Il semble viser tous les tribunaux criminels, sans faire de distinction entre ceux dont il est parlé dans le cours du Code, et ceux qui pourront être créés par la suite. De plus, les motifs qui ont fait admettre l'exercice de l'action civile devant les juges répressifs sont des motifs généraux qui se rencontrent aussi bien devant les juges répressifs du droit commun que devant les juges répressifs d'exception. Les deux principaux de ces motifs sont l'économie de frais à réaliser et la connaissance plus approfondie de l'affaire qu'a le juge répressif; et ces deux motifs sont aussi puissants devant la Haute-Cour politique que devant la Cour d'assises ou les tribunaux correctionnels.

Enfin on dit qu'aucun texte ne prévoit la compétence de la Haute-Cour politique pour statuer sur l'action civile; mais ces textes étaient inutiles, puisque, d'après l'art. 3 du Code d'instruction criminelle, l'action civile est l'accessoire de l'action publique; et que là où s'exerce l'une, peut s'exercer l'autre, dans les conditions prévues par la loi. Nous avons vu, au contraire, qu'en ce qui concerne les tribunaux militaires, un texte avait été jugé nécessaire pour leur retirer compétence pour statuer sur l'action civile.

Enfin, nous pouvons encore ajouter un argument tiré

de l'art. 32 de la loi du 10 avril 1889 sur l'organisation du Sénat en Haute-Cour de justice, ainsi conçu :

« Les dispositions du Code d'instruction criminelle
« et de toutes autres lois générales qui ne sont pas
« contraires à la présente loi, sont appliquées à la
« procédure, s'il n'en est autrement ordonné par le
« Sénat. »

En vertu de cet article, rien ne s'oppose à ce que l'art. 3 du Code d'instruction criminelle ne s'applique à la Haute-Cour, qui par suite est compétente pour statuer sur l'action civile.

En résumé, il nous semble aussi difficile que peu juridique d'interdire l'accès des tribunaux d'exception à la partie civile qui se confie en eux et demande justice (1).

Nous venons de voir quels sont les tribunaux de répression qui sont compétents pour statuer sur l'action civile, ainsi que ceux auxquels, à tort ou à raison, on dénie toute compétence à ce sujet ; il nous reste à savoir maintenant sous quelles conditions l'action civile pourra être exercée devant ces tribunaux : c'est ce qui va faire l'objet de notre deuxième partie.

(1) Nous appuyons notre opinion sur de nombreux auteurs, notamment : Trébutien, *Cours de droit criminel* ; Valley, *Précis de droit criminel*.

DEUXIÈME PARTIE

Conditions sous lesquelles s'exerce l'action civile devant les juridictions répressives.

Avant tout, il nous faut d'abord expliquer comment la juridiction répressive est saisie de l'action civile. La question revient à se demander comment on se porte partie civile.

CHAPITRE PREMIER

De la constitution de la partie civile et de la citation directe.

On peut se porter partie civile, soit en déposant sa plainte entre les mains des magistrats, soit dans des actes subséquents, soit enfin par la citation donnée directement au prévenu devant les tribunaux de simple police et les tribunaux correctionnels.

Du reste, pour être réputé partie civile, il faut avoir pris, d'une manière expresse, cette qualité, ou, ce qui revient au même, avoir conclu à des dommages-intérêts. Ainsi le fait d'avoir dénoncé à l'autorité judiciaire le délit dont on a souffert n'équivaldrait pas à une constitution de partie civile. Il faut un acte par lequel la partie lésée prouve son intention, sa volonté

de participer aux débats, de joindre son action à celle du ministère public; on ne pourrait même induire ce fait de ce que le juge d'instruction lui donne cette qualité, si la partie lésée n'avait par la plainte, ou par un acte subséquent, pris des conclusions en dommages-intérêts (art. 86, C. I. cr.).

Au contraire, la citation directe au prévenu entraîne de plein droit la qualité de partie civile pour celui à la requête duquel elle est donnée.

Nous venons de dire que la victime du délit pouvait se constituer partie civile dans la plainte. Qu'est-ce donc que la plainte?

M. Legraverend en a donné la définition suivante :

« La plainte est l'acte par lequel on appelle l'attention de la Justice sur un fait rangé par la loi dans la classe des crimes, des délits ou des contraventions, et dont on a éprouvé quelque dommage en sa personne, en ses biens ou en son honneur. »

Que la personne qui éveille ainsi l'attention des magistrats ait souffert personnellement de l'acte incriminé, c'est ce qui caractérise la plainte proprement dite et la distingue de la dénonciation. Si la personne lésée déclare en même temps saisir de son action en dommages-intérêts le juge de l'action publique, cette personne prend le nom de partie civile.

La constitution de la partie civile est donc possible, avant même que la poursuite répressive ne soit commencée.

La partie lésée contribue à mettre l'action publique en mouvement, quand elle intente directement son action devant le tribunal répressif. C'est incontestable, au moins pour le cas où le tribunal compétent est le tribunal correctionnel ou celui de simple police. Les articles 145 et 182 du Code d'instruction criminelle sont formels à cet égard :

« Art. 145. — Les citations pour contraventions de
« police seront faites à la requête du ministère public
« ou de la *partie qui réclame*. Elles seront notifiées
« par huissier; il en sera laissé copie au prévenu ou à la
« personne civilement responsable. » — « Article 182.
« — Le tribunal sera saisi, en matière correctionnelle,
« de la connaissance des délits de sa compétence, soit
« par le renvoi qui lui en sera fait, d'après les art.
« 130 et 160, soit par la citation donnée directement
« au prévenu et aux personnes civilement responsables
« du délit par la partie civile.... »

La citation directe autorisée, quand il s'agit de délits ou de contraventions, n'est plus permise quand il s'agit de crimes ou de délits déferés à la Cour d'assises, sauf une dérogation cependant, en matière de délits de presse, en vertu des articles 47 et suivants de la loi du 29 juillet 1881.

Lorsque l'infraction dont la partie se prétend lésée, est qualifiée crime, et rentre par suite dans la compétence de la Cour d'assises, la partie lésée ne peut citer devant cette Cour l'auteur prétendu du fait. La loi ne

souffre pas qu'une accusation aussi importante soit présentée au grand jour de la Cour d'assises, sans une information préalable, sans un examen des juridictions d'instruction, sans un arrêt de renvoi de la Chambre des mises en accusation. D'ailleurs, comment pourrait-on concevoir que la partie lésée ait en cette matière plus de droits que n'en a le ministère public lui-même, qui ne peut citer directement devant la Cour d'assises, à raison des crimes dont il demande la poursuite.

Est-ce à dire que, dans ce cas, la partie lésée n'aura plus aucun droit ?

Assurément non. Elle peut toujours se joindre à la procédure commencée par le ministère public, pour l'instruction et le jugement du crime. Elle peut aussi provoquer le procureur de la République, sans l'y contraindre, à intenter une action, à commencer des poursuites, auxquelles elle-même viendra se joindre. Pour cela, elle déposera une plainte auprès du ministère public et, le juge d'instruction une fois chargé par lui de l'information, elle se constituera partie civile devant lui.

Mais la partie lésée peut-elle, si cela lui paraît nécessaire, recourir à une information préliminaire, obliger le juge d'instruction à agir en déposant directement une plainte entre ses mains.

Cette question est vivement controversée ; deux écoles sont en présence. L'une, jalouse des droits de l'État, disposée à les exagérer, prétend réserver au

ministère public le droit exclusif de mettre le juge d'instruction en mouvement, de l'obliger à informer.

L'autre, s'inspirant d'idées plus larges, ne redoutant pas de faciliter l'initiative individuelle, entend que tous les citoyens puissent réclamer dans l'intérêt de leur cause le secours d'une information judiciaire.

L'art. 63 du Code d'instruction criminelle est ainsi conçu : « Toute personne qui se prétendra lésée par un « crime ou par un délit, pourra en rendre plainte et se « constituer partie civile devant le juge d'instruction. »

Cet article proclame le droit absolu, pour tout citoyen lésé par un crime ou un délit, d'en rendre plainte et de se constituer partie civile devant le juge d'instruction.

Or, quelle serait l'utilité de ce droit pour la partie lésée, si le ministère public pouvait supprimer la plainte et empêcher qu'elle ne produisit son effet, au point de vue de l'information ? Nous trouvons, tant dans les travaux préparatoires du Code d'instruction criminelle que dans la législation révolutionnaire, des preuves que la partie lésée a le droit de faire ouvrir une instruction. La loi de brumaire an IV, aussi bien que les déclarations de Cambacérès au Conseil d'État (1) sont suffisamment explicites sur ce point.

Dans l'état actuel de notre législation, comment le juge d'instruction peut-il être saisi ?

(1) Locré, tome XXV p. 147. — Séance du 11 Juin 1808.

De trois manières différentes : dans un cas, c'est le plus fréquent, ce sera le ministère public qui le saisira par ses réquisitions — ce peut être ensuite le fait lui-même, s'il est flagrant — enfin il peut être saisi par une plainte directe de la partie civile.

En règle générale, c'est le Parquet, le ministère public qui est le maître de la poursuite. Mais on a admis une exception, lorsqu'il y a flagrant délit. Dans ce cas, le juge d'instruction peut agir seul et de sa propre initiative, sans avoir besoin des réquisitions du ministère public, pour procéder à l'instruction. Il y a en effet, dans ce cas, urgence à faire cesser le désordre ou le scandale.

Or, si le juge ne doit pas s'abstenir, lorsqu'un acte punissable s'accomplit devant ses yeux, comment pourrait-il rester inactif si la connaissance de l'acte lui arrive par la dénonciation du plaignant ?

On objecte à cela que le juge doit se borner à recevoir la plainte et à la transmettre au Parquet. Cependant les raisons qui ont poussé la victime du délit à se plaindre ne sont-elles pas aussi puissantes que celles qui militent en cas de flagrant délit ? N'y a-t-il pas urgence dans un cas comme dans l'autre ? Et puisque le juge d'instruction peut agir de lui-même lorsque le délit est flagrant, pourquoi n'en serait-il pas de même, lorsque la victime du délit se constitue partie civile devant lui ?

Il importe que le juge d'instruction soit tenu de

communiquer la plainte au Parquet. On ne peut conclure qu'il soit dessaisi par cette communication ; au contraire, la loi veut que la plainte lui soit retournée pour être statué après information.

Que doit donc faire un juge d'instruction lorsqu'il reçoit une plainte ? « Il est obligé de recevoir la plainte
« que la partie lésée désire remettre entre ses mains, de
« la consigner dans un procès-verbal dressé suivant
« les formes ordinaires, de la faire enregistrer sur son
« répertoire par le greffier, de donner acte de la cons-
« titution de partie civile et de fixer la somme à
« verser pour les frais de procédure, enfin de com-
« muniquer la plainte au Parquet. »

Mais si le juge d'instruction n'avait que ces droits et ces devoirs, on ne pourrait guère le distinguer d'un simple agent de transmission.

Cependant il y a une différence de texte, suivant que la plainte est adressée au juge d'instruction ou à l'officier de police judiciaire. Dans le premier cas, l'art. 70 (Code d'instruction criminelle) dit : « Le juge d'instruction ordonnera la communication » ; dans le second cas, la loi, dans les articles 53 et 54 (Code d'instruction criminelle) dit : « Les officiers de police renverront..... transmettront au procureur de la République..... »

Il existe entre les fonctions du juge d'instruction et celles des officiers de police judiciaire la même différence qu'entre les expressions : transmission et com-

munication. Quand il s'agit de transmission, cela explique que la mission de l'agent est terminée et que c'est à d'autres maintenant à statuer pour savoir s'il y a lieu de poursuivre. Au contraire, s'il s'agit de communication, le mot signifie qu'après avoir été communiquée, la plainte devra revenir entre les mains du juge d'instruction ; et tandis que les commissaires de police et les gardes-champêtres verront leur besogne accomplie par le fait qu'ils auront rédigé leurs procès-verbaux, le juge d'instruction commencera seulement la sienne, puisque la communication de la plainte au Parquet est le prélude de l'instruction.

A la communication du juge d'instruction, le Parquet doit répondre par des réquisitions. Il importe peu que ces réquisitions soient dans le sens des poursuites ou non, car les réquisitions ne lient pas le juge, et il a toujours le droit de se livrer à une information.

Ce qui ne veut pas dire que la communication au Parquet est inutile. De ce que la partie lésée peut ainsi mettre en mouvement à la fois l'action publique et l'action privée, il ne faudrait pas conclure que l'action publique échappe complètement au ministère public ; de même qu'en cas de citation directe à l'audience, il est libre, par ses conclusions, de soutenir ou de repousser la demande, de même il convient qu'il puisse s'associer aux actes d'instructions réclamés par le plaignant. Mais ce qui lui est interdit, c'est de retirer la

plainte, de la classer purement et simplement par une décision personnelle et sans recours.

En résumé, le Code de 1808 paraît avoir consacré les quatre principes suivants :

1° Droit pour le plaignant de saisir directement le juge et de se constituer partie civile devant lui. — 2° Obligation pour le juge de communiquer la plainte au Parquet. — 3° Obligation pour le Parquet de prendre des réquisitions. — 4° Appréciation de la plainte par une ordonnance du juge (1).

Donc toutes les fois qu'une plainte avec constitution de partie civile est remise directement entre les mains du juge, le Parquet est tenu, après en avoir reçu communication, de la rendre avec ses conclusions, de façon qu'il appartienne au juge de statuer sur la suite qu'il convient de lui donner. Cette procédure ne saurait favoriser des plaintes téméraires, le ministère public pouvant demander l'annulation de l'ordonnance du juge disant, contrairement aux réquisitions, qu'il y a lieu de suivre ; c'est alors à la Chambre des mises en accusation qu'il appartient de trancher la question, conformément aux véritables intérêts de la justice.

Il y a donc lieu de regretter que, dans le nouveau Code d'instruction criminelle, le Sénat n'ait pas cru devoir continuer à suivre les traditions actuelles. En effet, l'art. 44 du projet dispose que le juge ne peut

(1) Guilloit, *Principes du nouveau Code d'instruction criminelle*, p. 70.

être saisi que par les réquisitions du procureur de la République.

« Art. 44. — Hors le cas de flagrant délit, le juge d'instruction n'est saisi que par les réquisitions du procureur de la République. »

Nous venons de voir que la constitution de la partie civile est possible avant les débats ; qu'elle se réalise d'une façon directe, par la citation au prévenu devant les tribunaux de simple police ou correctionnels, ou d'une façon indirecte, devant le juge d'instruction ; elle est aussi possible pendant les débats ; mais il nous faudra déterminer quel est le moment de la procédure où l'intervention de la partie civile n'est plus possible.

La partie lésée qui n'a pas pris la qualité de partie civile dans la plainte peut le faire par un acte subséquent, en intervenant sur les poursuites du ministère public. Elle le peut en tout état de cause, jusqu'à la clôture des débats. Rien n'oblige la partie lésée à déposer une plainte préalable. Les articles 66 et 67 du Code d'instruction criminelle emploient bien l'expression : *les plaignants* ; mais cette expression est générale et désigne toute partie lésée, aussi bien celle qui a porté plainte que celle qui ne l'a pas fait. D'abord, quelles bonnes raisons donnerait-on pour écarter la victime du délit qui se porterait partie civile seulement au cours des débats, sans avoir déposé de plainte préalable ? On n'en voit pas. Rien dans les textes ne vient soutenir une pareille prétention. L'art. 3 du

Code d'instruction criminelle qui veut que l'action privée puisse être jugée par le même tribunal et en même temps que l'action publique, ne prescrit pas davantage que cette dernière action ait été soulevée par une plainte. Enfin, si l'on admettait qu'il faille une plainte préalable pour permettre à la victime d'un délit de se porter partie civile, il faudrait dire, dans le cas où le ministère public a intenté des poursuites de sa propre initiative, il faudrait dire que la partie lésée est privée de tout recours devant les juges de répression ; qu'elle ne pourra plus poursuivre devant eux la réparation du dommage qu'elle a souffert. Est-ce admissible ? Assurément non.

Reste à savoir quel est le moment à partir duquel la partie lésée ne peut plus se porter partie civile.

L'article 67 du Code d'instruction criminelle s'exprime ainsi :

« Les plaignants pourront se porter partie civile, en
« tout état de cause, jusqu'à la clôture des débats. »

Ces mots, « jusqu'à la clôture des débats », signifient, en matière de simple police et correctionnelle, jusqu'au jugement.

Mais dans quel sens faut-il interpréter les mots : « en tout état de cause » ? Peut-on dire que la partie civile peut intervenir sur l'appel d'un jugement de première instance interjeté soit par le condamné, soit par le ministère public ? Cette intervention ne serait pas possible, car ce serait, en ce qui concerne l'action en dom-

mages-intérêts, supprimer au détriment du prévenu le premier degré de juridiction auquel il a droit.

Les mots : « en tout état de cause » et « jusqu'à la clôture des débats » doivent s'entendre de la cause instruite en première instance.

Quand l'affaire est portée devant la Cour d'assises, la clôture des débats est prononcée par le président, aux termes de l'art. 335 du Code d'instruction criminelle, après les dépositions des témoins, après le réquisitoire du procureur de la République et la plaidoirie de l'avocat de l'accusé. A partir de ce moment, la partie lésée ne peut plus se constituer partie civile ; elle doit, si elle veut porter son action devant la Cour d'assises, nécessairement intervenir avant cette déclaration du président. D'où il résulte que la partie lésée qui ne s'est pas portée partie civile ne peut plus demander de dommages-intérêts à la Cour d'assises, dans l'intervalle entre le moment où le Jury a rendu son verdict, et le moment où la Cour se retire pour délibérer. A ce moment, en effet, les débats sont clos.

Lorsque la victime du délit se constitue partie civile aux débats, le procès-verbal constate d'une manière authentique cette intervention dont il est donné acte soit par une ordonnance du président, soit par un arrêt de la Cour, s'il y a sur ce point un incident contentieux.

Mais à quel moment la partie civile doit-elle formuler sa demande en dommages-intérêts, prendre des conclusions précises à cet égard ?

L'art. 359 du Code d'instruction criminelle dit : « La partie civile est tenue de former sa demande en dommages-intérêts avant le jugement, plus tard elle sera non recevable. » On a pensé que les mots « avant le jugement » ont le même sens que ceux de l'art. 67 (Code d'instruction criminelle), « avant la clôture des débats. » La Cour de cassation a, au contraire, décidé que la partie civile qui a pris qualité avant la clôture des débats, peut prendre des conclusions à fin de restitution et dommages-intérêts après la déclaration du jury, et même après l'ordonnance d'acquittement que le président doit prononcer aux termes de l'art. 358 (Code d'instruction criminelle), immédiatement après la déclaration de non-culpabilité.

« Attendu que l'art. 359 (Code d'instruction criminelle) n'a pu vouloir, en prescrivant à la partie civile de former sa demande avant le jugement, attribuer ce caractère à l'ordonnance d'acquittement qui doit être prononcée sans délibération préalable de la Cour d'assises. . . . » (1).

Mais il est bien entendu que cette solution ne s'applique qu'à la demande en dommages-intérêts ; comme nous l'avons déjà dit, il n'en est pas ainsi de la constitution même de la partie civile. Celle-ci n'est possible qu'avant la clôture des débats.

C'est ce qui résulte notamment d'un arrêt de la Cour

(1) Rejet, 21 octobre 1835. Dalloz, 1838, I p. 86. — *Cassation*, 27 novembre 1857. — Dalloz, 1858, I p. 46. — *Cassation*, 11 avril 1861. — Dalloz, 1861. V. 11. »

de Cassation du 26 décembre 1861 (1) : « Attendu qu'il
« résulte de la combinaison et du rapprochement des
« art. 67 et 359 du Code d'instruction criminelle que l'in-
« tervention du plaignant en qualité de partie civile n'est
« plus recevable après la clôture des débats. . . . »

Indépendamment de ces règles, auxquelles la partie civile doit se conformer, il existe certaines obligations qui ne résultent pas du Code d'instruction criminelle, mais lui ont été imposées par le décret du 18 juillet 1811. Ces obligations ont trait à la consignation des frais occasionnés par le procès, consignation qui peut être exigée de la partie civile. L'art. 160 de ce décret est ainsi conçu : « En matière de police simple et correc-
« tionnelle, la partie civile qui n'aura pas justifié de
« son indigence sera tenue, avant toutes poursuites,
« de déposer au greffe ou entre les mains du receveur
« de l'enregistrement, la somme présumée nécessaire
« pour les frais de la procédure. Il ne sera exigé aucune
« rétribution, pour la garde de ce dépôt, à peine de
« concussion. »

Lors donc qu'une personne qui se prétend lésée porte plainte, en déclarant se porter partie civile, elle doit consigner préalablement les frais présumés nécessaires. A défaut de cette consignation, il n'est pas donné suite à sa plainte, à moins que le ministère public ne la juge assez grave pour agir d'office.

(1) Dalloz, 1862. V. 10.

Mais cette obligation n'existe que lorsque l'affaire est de la compétence des tribunaux correctionnels et de simple police. Il n'en est plus de même pour les affaires portées devant la Cour d'assises. Dans ce cas, les avances sont faites par le Trésor, sauf répétition contre la partie civile, si elle succombe.

Mais quelle somme doit-on consigner, et qui doit déterminer l'importance de cette somme ? La loi ne le dit pas. Aussi, dans le silence de la loi, est-ce au juge qui est saisi de la plainte, c'est-à-dire au juge d'instruction, qu'incombe le devoir de déterminer cette somme. Il aura, pour ce faire, un pouvoir discrétionnaire. Cependant si la somme à consigner paraissait exagérée à la partie civile, elle pourrait se pourvoir contre cette décision.

Pour quels motifs a-t-on ainsi imposé à la partie civile cette obligation qui peut être très lourde, de la consignation de frais ? M. Faustin Hélie (1) en donne les raisons suivantes :

« En matière de police simple et correctionnelle, dit-il, la consignation préalable des frais peut être considérée comme une sorte de cautionnement imposé à la partie civile pour garantir qu'elle usera avec modération du droit que la loi lui a reconnu de mettre en mouvement l'action publique ; c'est un frein à des plaintes légères, à des imputations inconsidérées. »

(1) Faustin Hélie, *Instruction criminelle*, t. IV, n° 1736.

Mais, si ce sont là des avantages, il n'en est pas moins vrai que cette obligation offre de grands inconvénients. C'est ouvrir, d'une façon arbitraire, un droit à ceux qui possèdent, et le fermer à ceux qui sont pauvres. Les individus qui n'offriront pas de garanties suffisantes se trouveront donc dans une situation inférieure, alors cependant que leur plainte est tout aussi intéressante et même peut-être plus, à raison de leur état de fortune même.

Mais heureusement la loi n'a pas retiré aux pauvres tout moyen de faire valoir leurs droits devant la juridiction criminelle. Mais on peut lui faire le reproche d'avoir été trop rigoureuse, trop exigeante dans les preuves d'indigence qu'elle réclame des individus pour les dispenser de la consignation de frais. Ils doivent produire :

1° Un extrait du rôle des contributions constatant qu'ils paient moins de six francs, ou un certificat du percepteur de la commune portant qu'ils ne sont point imposés; 2° un certificat d'indigence délivré par le maire de la commune de leur domicile, visé par le sous-préfet et approuvé par le préfet du département.

Toutes ces obligations sont les mêmes que celles exigées dans l'art. 420 (Code d'instruction criminelle).

Cet article désigne les personnes qui sont dispensées de l'amende en cas de pourvoi en cassation. Ici, on comprend que la loi se soit montrée rigoureuse, car il s'agit d'ouvrir une voie de recours; mais lorsqu'on

demande simplement à faire valoir un droit, une telle rigueur ne se comprend plus et la loi pourrait être taxée d'inégale et d'injuste.

Nous avons ainsi passé en revue les divers moyens de saisir la juridiction criminelle de l'action civile; nous avons vu quelles sont les obligations imposées à la partie civile, nous devons maintenant examiner comment les juges criminels devront statuer sur l'action civile. Le grand principe en cette matière est qu'ils ne devront connaître de l'action civile qu'accessoirement à l'action publique. Nous allons rechercher les conséquences de ce principe.

CHAPITRE II

Conséquence du principe en vertu duquel les juges criminels ne doivent connaître de l'action civile qu'accessoirement à l'action publique.

L'article 3 du Code d'instruction criminelle est ainsi conçu :

« L'action civile peut être poursuivie en même
« temps et devant les mêmes juges que l'action pu-
« blique. » C'est dire que les tribunaux de répression ne
sont compétents pour connaître de l'action civile résultant des crimes, des délits et des contraventions que lorsqu'ils se trouvent saisis en même temps de l'action publique. C'est dire que l'action civile n'est que l'accessoire de l'action publique. Nous avons à rechercher les conséquences de ce principe. Notamment, nous

allons examiner les effets, sur l'action civile, de l'acquittement du prévenu.

1. — *Effets de l'acquittement du prévenu
sur l'exercice de l'action civile.*

Supposons que la victime d'une infraction qualifiée crime, usant de son droit, a porté son action devant la Cour d'assises. Son action ne change pas d'objet et demeure parfaitement distincte de l'action publique. Admettons que la Cour d'assises acquitte l'accusé, elle pourra néanmoins, en vertu des articles 358 et 366 du Code d'instruction criminelle, accorder à la victime du délit qui s'est portée partie civile, la réparation du préjudice qui lui a été causé, et des dommages-intérêts. La présomption de la non-existence du fait résultant de la déclaration de non-culpabilité émanée du jury n'empêchera pas la Cour d'assises de statuer sur la question civile et les dommages-intérêts.

A ce sujet, M. Le Sellyer (1) s'exprime en ces termes :

« C'est devant la Cour d'assises que l'instruction
« publique a eu lieu. Par suite de cette instruction, la
« Cour d'assises a pris une telle connaissance des faits,
« que la loi lui permet, sous certaines conditions, de
« rendre comme non avenue la déclaration de culpa-
« bilité prononcée par le jury, et de renvoyer le ju-

(1) Le Sellyer, *Traité de l'exercice des actions*, t. II, p. 434.

« gement de l'affaire à un nouveau jury. Il n'est donc
« pas étonnant qu'à raison de cette même connais-
« sance que la Cour d'assises a des faits, le législa-
« teur lui ait permis d'apprécier, quant à la question
« des dommages-intérêts réclamés par la partie civile,
« quelle pouvait être l'influence de la déclaration de
« non-culpabilité du jury, et d'accorder, si elle le ju-
« geait convenable, des dommages-intérêts. »

Et cette faculté accordée à la Cour d'assises servira bien souvent à empêcher une injustice. Qu'arrive-t-il en effet dans bien des cas ? Le jury obéit à des considérations de sentiment ; il voit non-seulement des causes d'atténuation à la culpabilité des individus, mais encore des causes d'acquittement, dans des faits qui souvent n'auraient pas dû l'influencer. Il acquitte. Serait-il juste que la victime du délit supportât les conséquences de cet acquittement ? Il est vrai que l'accusé est déclaré *non-coupable*, est-ce à dire pour cela qu'il n'a pas commis le fait délictueux qui l'a amené devant la Cour ? Le délit subsiste ; aussi réparation du préjudice doit être consentie à la personne qui en a été la victime. Car on comprendrait mal que les causes d'atténuation, d'acquittement, relevées par le jury, permis- sent impunément à l'accusé de nuire à l'un de ses semblables. C'est donc avec raison que le législateur a permis à la Cour d'assises d'accorder à la victime du délit des dommages-intérêts, à raison du préjudice à elle causé, malgré la déclaration de non-culpabilité du jury.

Nous pouvons appuyer nos arguments personnels sur l'opinion de M. Merlin (1) à laquelle il y a lieu de s'arrêter, d'autant mieux que cet auteur n'a pas toujours été de cet avis :

« Déclarer que l'accusé n'est pas coupable, ce n'est
« pas nécessairement décider ou que le fait n'existe
« pas ou que l'accusé n'en est pas l'auteur ; c'est seule-
« ment décider que l'accusé n'est pas, relativement à
« ce fait, convaincu de torts suffisants pour attirer sur
« lui la peine dont l'application est le but de l'action
« intentée par le ministère public. »

La solution admise pour le cas d'acquittal, s'applique également au cas d'absolution ; l'art. 366 du Code d'instruction criminelle est formel à cet égard. L'absolution est le renvoi d'une accusation fondé non pas sur la non-culpabilité de l'accusé, mais sur ce que le fait qu'il est déclaré avoir commis n'est puni par aucune loi.

Cette faculté accordée à la Cour d'assises de statuer dans ce cas, sur les dommages-intérêts réclamés par la partie civile, ne doit pas être sans nous étonner. En effet, les tribunaux répressifs ne sont compétents pour statuer sur l'action civile que lorsque le fait dommageable est un fait poursuivi par la loi pénale et reconnu comme délit ou comme crime. Or, dans le cas qui nous occupe, la Cour d'assises absout l'accusé parce que le

(1) Merlin, *Questions de droit, Réparation civile*, par. 2 n° 3.

fait n'est puni par aucune loi, et cependant statue sur l'action civile. C'est là une véritable extension de compétence qui se justifie, à notre avis, par le fait que la Cour d'assises est déjà au courant de l'affaire, parce que, si le fait n'est pas puni par la loi, il n'en a pas moins causé un dommage dont le coupable doit réparation.

La jurisprudence a toujours interprété les articles 358 et 366 du Code d'instruction criminelle dans le sens que nous indiquons. De nombreux arrêts de la Cour de cassation confirment notre opinion. Nous nous bornerons à citer un de ces arrêts : celui du 29 novembre 1857 (1), jugeant qu'il serait fastidieux d'en faire ici une longue énumération.

Mais si les Cours d'assises peuvent, en acquittant l'accusé, le condamner, comme nous venons de l'établir, à des dommages-intérêts, les tribunaux correctionnels pourraient-ils de leur côté, en prononçant le renvoi du prévenu parce que le fait ne constituerait ni un délit, ni une contravention, le condamner également à des dommages-intérêts envers la partie civile ?

Il semblerait, si on ne consultait que l'art. 191 du Code d'instruction criminelle, que la solution de cette question fût affirmative. Cet article est ainsi conçu :

« Si le fait n'est réputé ni délit, ni contravention de police, le tribunal annulera l'instruction, la citation

(1) Dalloz, 1858, I p. 46.

« et tout ce qui aura suivi, renverra le prévenu et
« statuera sur les demandes en dommages-intérêts. »

« Sur les demandes en dommages-intérêts....., »
reste à savoir de quelles demandes en dommages-intérêts il est ici question. Ces demandes peuvent émaner, soit du prévenu acquitté, contre la partie civile, soit de la partie civile, contre le prévenu quoiqu'il soit renvoyé, à cause des faits qui n'en existent pas moins, pour lesquels il n'a pas mérité de peine, mais dont il doit une réparation. Nous n'hésitons pas à dire que l'art. 191 étant conçu en termes généraux, nous sommes portés à adopter la solution affirmative.

Mais souvent un article qui semble donner une solution générale se trouve contredit, annihilé même, par un autre qu'il faut approfondir et éclaircir. Il en est ainsi pour cette question.

L'art. 212, qui est relatif à l'appel qu'on interjette d'un jugement du Tribunal correctionnel, est ainsi rédigé :

« Si le jugement (du Tribunal correctionnel) est
« réformé, parce que le fait n'est réputé ni délit, ni
« contravention de police par aucune loi, la Cour ren-
« verra le prévenu, et statuera, s'il y a lieu, sur ses
« dommages-intérêts. »

Ici plus de doute, il n'est plus question des demandes en dommages-intérêts : « la Cour renverra le prévenu
« et statuera, s'il y a lieu, sur ses dommages-intérêts. »
Puisque la Cour d'appel ne peut statuer que sur les

dommages-intérêts demandés par le prévenu acquitté, il nous semble impossible d'accorder au simple Tribunal correctionnel, une compétence plus grande qu'à la Cour d'appel. Celle-ci n'étant pas compétente, il nous faut reconnaître que le Tribunal correctionnel est également incompétent.

Mais, d'après l'art. 191, si le fait n'est réputé ni délit, ni contravention, le tribunal doit annuler l'instruction, la citation et tout ce qui aura suivi. Comment pourrait-il alors statuer sur les dommages-intérêts réclamés par la partie civile, puisque l'annulation de l'instruction et de la citation aboutit à ce résultat, à savoir que le tribunal est censé n'avoir jamais été saisi, qu'il n'y a jamais eu de procès. Ce serait contraire au principe en vertu duquel les tribunaux répressifs ne sont saisis de l'action civile qu'accessoirement à l'action publique (Art. 3 du Code d'instruction criminelle).

Ici une objection se formule. Si nous disons : « C'est comme s'il n'y avait jamais eu de procès, » comment pourrions-nous trouver fondées les réclamations des dommages-intérêts de la part du prévenu ? En admettant cette objection, l'art. 191 n'aurait plus aucune raison d'être, et les demandes en dommages-intérêts sur lesquelles le tribunal aurait à statuer n'émaneraient plus de personne. Mais ce raisonnement est faux ; pourquoi l'instruction et la citation ont-elles été annulées, si ce n'est dans l'intérêt du prévenu injustement poursuivi. Or, comment admettre que ce

qui a été fait précisément dans l'intérêt du prévenu soit justement la cause qui l'empêche d'obtenir des dommages-intérêts?

« L'annulation de l'instruction et de la citation, dit « M. Le Sellyer (1), ne saurait en aucune manière « avoir pour effet d'empêcher le prévenu de réclamer « la réparation qui lui est due, à raison des poursuites « injustement dirigées contre lui, puisqu'au contraire, « c'est à raison de cette annulation et du renvoi qui « en est la conséquence, que des dommages-intérêts « peuvent être réclamés par le prévenu. »

M. Boitard (2) fortifie encore par un autre argument l'interprétation que nous donnons des mots : « les demandes en dommages-intérêts », dans l'art. 191. Cet argument est tiré de l'art. 161 qui est ainsi conçu :

« Si le prévenu est convaincu de contravention de « police, le tribunal prononcera la peine et statuera « par le même jugement sur les demandes en resti- « tution et en dommages-intérêts. »

De quelles demandes s'agit-il ici ? Il ne peut être question de dommages-intérêts au profit du prévenu contre la partie civile, puisque le prévenu est reconnu coupable et condamné. L'expression « les demandes en dommages-intérêts et restitution » s'applique donc exclusivement à la demande formée par la partie civile contre le prévenu. Or, dans ce cas, le législateur

(1) Le Sellyer, *Traité de l'exercice des actions*, p. 453.

(2) Boitard, *Leçons sur le Code d'instruction criminelle*, p. 658.

a employé le pluriel ; donc rien d'étonnant à ce qu'il ait fait de même dans l'art. 191. Dans l'art. 161, il emploie le pluriel pour désigner la demande en dommages-intérêts de la partie civile contre le prévenu ; dans l'art. 191, il emploie aussi le pluriel pour désigner celle du prévenu contre la partie civile.

En vain nous objecterait-on que l'art. 161 parle de deux demandes, celle en restitution et celle en dommages-intérêts ; que, par suite, l'expression devait être au pluriel. Rien n'empêchait, à notre avis, de s'exprimer ainsi : « statuer sur la demande en restitution et en dommages-intérêts ». Par suite, l'objection tombe et l'argument de M. Boitard reste debout.

Enfin, on peut ajouter que, si la partie civile pouvait obtenir des dommages-intérêts, en cas d'acquittement du prévenu, devant les tribunaux correctionnels, il en résulterait une conséquence grave. Rien ne serait plus facile à la victime d'un quasi-délit que de prétendre transformer ce quasi-délit en délit ; par suite, de citer l'auteur du quasi-délit devant les tribunaux correctionnels, qui ne pourraient que renvoyer le prévenu des fins de la plainte, mais qui pourraient aussi accorder des dommages-intérêts à la victime. On voit de suite quelle perturbation ce serait apporter dans le régime judiciaire : dépouiller les tribunaux civils de leurs attributions, au profit des tribunaux correctionnels ; restreindre la compétence des uns, étendre la compétence des autres. Ce résultat est inadmissible.

Il est certain que le même inconvénient n'existe pas devant la Cour d'assises, puisque la partie civile n'est, dans ce cas, qu'une partie intervenante, puisqu'elle ne saurait mettre en mouvement l'action publique sans l'assistance à la fois du ministère public et de la chambre d'accusation.

Notre opinion se trouve confirmée par de nombreux arrêts dont nous ne citerons qu'un seul, l'arrêt de la Cour de cassation du 10 août 1860 (1).

Nous relevons dans cet arrêt l'attendu suivant :

« Au fond : Attendu qu'aux termes des articles 2 et
« 3 du Code d'instruction criminelle, le juge correc-
« tionnel n'est compétent, pour connaître de l'action
« civile, qu'accessoirement à l'action publique ; que
« par application de ce principe, et d'après les art. 191
« et 212 du Code d'instruction criminelle, les tribu-
« naux correctionnels, en renvoyant le prévenu de la
« plainte, ne peuvent statuer sur les réparations civiles
« réclamées par la partie plaignante. »

La solution que nous venons d'adopter pour les tribunaux correctionnels s'applique aussi aux tribunaux de simple police. L'art. 159 du Code d'instruction criminelle est conçu dans des termes identiques à ceux dont se sert l'art. 191. Aussi l'interprétons-nous de la même manière.

Nous disons que le Tribunal de simple police peut et

(1) Cass., 10 août 1860. — Dalloz, 1860, I, p. 513.

doit statuer sur les dommages-intérêts que peut réclamer le prévenu renvoyé des fins de la plainte, contre la partie civile.

Cette solution, bien que logique, ne doit pas être sans nous étonner. Quel est le but du Tribunal de simple police ? Condamner à des peines délimitées par la loi les personnes qui se sont rendues coupables de contravention. Or, que voyons-nous ici ? le Tribunal de simple police chargé de régler une indemnité pécuniaire que réclame un prévenu, à raison du dommage à lui causé par une poursuite intentée mal à propos. Ce tribunal ne sort-il pas complètement de ses attributions ? Assurément, mais les raisons qui font admettre ce que nous pourrions appeler : une extension de compétence, se justifient pleinement.

Ne serait-ce pas exposer le prévenu absous à des frais considérables que de le contraindre à porter son action contre la partie civile devant le tribunal du domicile de cette partie civile ? Le prévenu est à coup sûr digne de plus d'égards, puisqu'il a été renvoyé des fins de la plainte, et l'on ne peut considérer comme un droit l'exigence qu'aurait la partie civile de faire porter l'action devant le tribunal de son domicile. Pourquoi se plaindrait-elle, attendu qu'elle est dans son tort d'avoir engagé mal à propos le procès ?

Une autre raison qui milite en faveur de cette opinion, c'est, comme le dit M. Boitard (1) que « nul tri-

(1) Boitard, *loc. cit.*, p. 655.

« bunal n'est mieux à portée que celui même qui a été
« saisi de la plainte, et qui vient d'en proclamer l'in-
« justice, nul n'est mieux à portée d'apprécier le dom-
« mage causé par cette plainte au prévenu, et de
« mesurer en conséquence le taux de l'indemnité à
« laquelle il a droit. »

Nous adoptons donc pour les tribunaux de simple police la solution que nous avons expliquée et adoptée pour les tribunaux correctionnels.

Mais alors, dirons-nous, les tribunaux de simple police et les tribunaux correctionnels ne pourront jamais statuer sur l'action civile sans prononcer une peine. Cette conséquence qui paraît logique n'est pas exacte. Ainsi, dans le cas où, le prévenu étant acquitté ou absous, le ministère public n'interjette pas appel, la partie civile pourra le faire, quant à ses intérêts civils seulement, en vertu de l'article 202 du Code d'instruction criminelle. Nous retrouvons donc l'action civile portée devant les tribunaux d'appels correctionnels, les Cours d'appel, lesquelles seront compétentes pour statuer sur les dommages-intérêts, bien qu'elles ne doivent prononcer aucune peine, puisque le prévenu est acquitté ou absous, et que le ministère public n'a pas interjeté appel.

Dans un autre cas, c'est le Tribunal correctionnel primitivement saisi qui reste compétent pour statuer sur les dommages-intérêts, bien qu'il se trouve dessaisi de l'action publique, par suite, dans l'impossibilité de

prononcer une peine. C'est le cas où le prévenu qui a d'abord été poursuivi devant le Tribunal correctionnel à raison d'un délit est poursuivi ensuite devant la Cour d'assises pour un fait plus grave (art. 365 et 379, Code d'instruction criminelle) (1).

Les solutions que nous avons admises pour l'obtention des dommages-intérêts, tant pour la Cour d'assises d'une part, que pour les tribunaux correctionnels et de simple police d'autre part, nous conduisent à adopter des solutions analogues pour les restitutions à ordonner au profit des propriétaires, des objets à eux volés ou dérobés.

En ce qui concerne la compétence des Cours d'assises, pour ordonner les restitutions, en cas d'acquittallement ou d'absolution du prévenu, l'art. 366 du Code d'instruction criminelle s'exprime en ces termes :

« Dans le cas d'absolution, comme dans celui d'acquittallement ou de condamnation , la Cour ordonnera aussi que les effets pris seront restitués au propriétaire. — Néanmoins, s'il y a eu condamnation, cette restitution ne sera faite qu'en justifiant par le propriétaire, que le condamné a laissé passer les délais, sans se pourvoir en cassation, ou s'il s'est pourvu, que l'affaire est définitivement terminée. »

De la fin de cet article, nous concluons que, si l'on exige un délai, pour le cas de condamnation du prévenu,

(1) Cass., 18 juin 1841. — Sirey, 1841, I. 883.

il y a des cas où aucun délai n'est nécessaire. (L'adverbe *néanmoins* nous prouve, en effet, que nous sommes dans l'exception.) Ces cas sont précisément ceux d'acquittement et d'absclution, pour lesquels les restitutions seront ordonnées d'office et opérées sur-le-champ.

Cette interprétation est d'ailleurs confirmée par de nombreux arrêts de la Cour de cassation.

Dans un arrêt de la Cour de cassation du 5 décembre 1861 (1), nous relevons l'attendu suivant :

« Attendu que la déclaration du jury par suite de
« laquelle le demandeur, (en fait l'accusé acquitté) a
« été acquitté de l'accusation d'abus de confiance, au
« préjudice de L..., son maître a seulement fait dispa-
« raitre la criminalité de cette accusation ; qu'elle ne
« pouvait donc pas empêcher la Cour d'assises de faire
« ensuite droit à la demande de restitution de la somme
« de..... par lui reçue, comme son mandataire ; que
« l'arrêt attaqué, en l'ordonnant avec les intérêts légi-
« times, à partir du 7 mars 1861, date de l'encais-
« sement, n'a fait que se conformer à l'art. 366 du
« Code d'instruction criminelle. »

En ce qui concerne les tribunaux correctionnels et de simple police, les art. 161 et 189 du Code d'instruction criminelle ne les autorisent à statuer sur les demandes en restitution, que lorsqu'elles sont formées

(1) Arrêt de la Cour de cassation du 5 décembre 1861. — Sirey, 1862, I p. 333.

contre des prévenus coupables d'un délit qui sert de base à ces demandes.

Il y a lieu de regretter que le législateur n'ait pas accordé aux tribunaux dont il s'agit le droit dont jouit la Cour d'assises, car la partie lésée ne pouvant, dans ce cas, obtenir ce qu'elle demande, devra former opposition à la remise des objets dont elle demandait la restitution et faire reconnaître son droit de propriété par les tribunaux civils. Ce sera l'occasion de lenteurs et de frais qui auraient pu être facilement supprimés.

De tout ce que nous venons de voir et d'étudier il résulte cette conséquence : la règle générale est que les juges criminels sont en principe incompétents pour statuer sur les dommages-intérêts et les restitutions demandés par la partie civile, en cas d'acquittement du prévenu. Exceptionnellement cette faveur est accordée à la Cour d'assises. Il nous reste à examiner quelles en sont les raisons, à les justifier où à les critiquer. Posons d'abord la règle, nous étudierons ensuite l'exception.

L'action publique est éteinte par le renvoi du prévenu de la plainte ; par suite, les juges criminels ne sont plus à même d'apprécier le dommage causé à la partie civile ; ils se trouvent en présence d'un fait purement civil ; ils sont donc incompétents. Telle est la règle.

D'où vient donc l'exception faite en faveur de la Cour d'assises ? Pourquoi, bien que dessaisie de l'action

publique, se trouve-t-elle compétente pour statuer, après l'acquittalment du prévenu, sur l'action civile (les dommages-intérêts et les restitutions) alors que cette action civile ne doit être jugée qu'accessoirement à l'action publique ?

Nous rechercherons d'abord les motifs dans les travaux préparatoires du Code d'instruction criminelle.

Au sujet de l'article dont il s'agit, nous relevons la discussion suivante :

« M. Defermon demande comment il peut être dû
« des dommages-intérêts à la partie civile, lorsque
« l'accusé est acquitté. »

« M. Treilhard répond que c'est lorsque le fait, n'é-
« tant pas réputé délit, a néanmoins causé quelques
« dommages. »

« M. Berlier dit qu'il est utile que les juges puissent
« statuer par le même arrêt, sur le délit et sur les
« dommages-intérêts, mais qu'il est dangereux de le
« leur prescrire, parce que la matière n'y est pas tou-
« jours disposée » (1).

Cette discussion ne nous éclaire pas beaucoup sur les raisons qui ont officiellement poussé le législateur à admettre l'exception dont bénéficie la Cour d'assises. A défaut de raisons théoriques, nous trouvons des causes pratiques.

Les juges criminels qui ont été appelés à connaître

(1) Locré, *Législation de la France, instruction criminelle*, t. XXIV, p. 282.

de l'affaire sont certainement plus aptes à estimer la réparation à laquelle a droit la partie civile, à statuer sur ses dommages-intérêts. Comme nous l'avons déjà dit, c'est devant eux qu'a eu lieu l'instruction publique, l'audition des témoins. A quoi bon alors renvoyer l'affaire devant un tribunal civil qui devra d'abord refaire tout le chemin déjà parcouru par les juges criminels? N'est-il pas plus simple de laisser aux juges qui en sont saisis le soin de statuer sur l'action civile?

On nous dira, il est vrai, qu'il n'y a plus de délit, par suite, plus de motifs pour les juges criminels d'accorder à la victime une réparation. S'il n'y a plus de délit, c'est-à-dire de délit punissable, d'après la loi pénale, il n'en est pas moins vrai qu'il y a une faute qui a été commise; faute qui a entraîné un dommage, dont son auteur doit réparation. C'est là une véritable dérogation au droit commun; mais dans le but d'éviter une nouvelle instance, un nouveau procès, pour arriver à une plus prompt expédition de l'affaire, le législateur l'a permise. N'a-t-il pas eu raison?

Cette dérogation ne pourrait donc pas être étendue. En pareille matière l'interprétation est restrictive. Aussi avons-nous vu qu'elle était inapplicable aux tribunaux correctionnels et de simple police. Nous avons également examiné les motifs qui, en tous cas, empêchaient d'accorder la compétence à ces tribunaux, en cas d'acquiescement.

Supposons maintenant que le prévenu a été acquitté,

et que, sur cet acquittement, le ministère public n'a pas appelé. Quels sont, dans ce cas, les droits de la partie civile ? Doit-elle s'en tenir au premier jugement, renoncer à son action devant les juges criminels et, par suite, la porter devant les tribunaux civils, ou a-t-elle le droit de faire appel du jugement ? C'est ce que nous allons étudier.

II. — *Voies de recours accordées à la partie civile en cas de non exercice de ces voies de recours par le ministère public.*

Ce droit d'appel est formellement reconnu à la partie civile par l'art. 202 du Code d'instruction criminelle, qui est ainsi conçu :

« La faculté d'appeler appartiendra :

.....

« 2° A la partie civile, quant à ses intérêts civils
« seulement. »

Et il est toujours permis à la partie civile d'appeler dans son intérêt, quand même le prévenu serait acquitté et que le ministère public acquiescerait au jugement.

Dans ce cas, le tribunal compétent pour connaître de l'appel est le Tribunal des appels correctionnels. L'ordre des juridictions le veut ainsi. On ne pourrait pas comprendre qu'un tribunal civil puisse réformer le jugement du tribunal criminel. Il s'agit d'ailleurs de faire constater l'existence du délit et déclarer la culpabilité du prévenu acquitté en première instance,

pour obtenir en même temps contre lui des réparations civiles. Évidemment les juges criminels seuls ont mission pour cela ; et les juges civils sortiraient de leurs attributions, s'ils se jugeaient compétents dans ce cas.

Mais nous devons remarquer qu'en déclarant la culpabilité du prévenu acquitté en première instance, le tribunal ne peut cependant prononcer aucune peine. L'aquiescement du ministère public à l'acquittement du prévenu a laissé l'action publique s'éteindre, et le bénéfice de cet acquittement est irrévocablement acquis au prévenu. C'est, du reste, en vue de l'action civile seule que le fait et ses caractères sont remis en question ; ce qui constitue une exception à la règle générale, en vertu de laquelle l'action civile doit être jugée accessoirement à l'action publique. Or, dans notre hypothèse, l'action publique est éteinte par suite du non-exercice de la voie de recours par le ministère public, et cependant la partie civile a le droit d'appel pour ses intérêts civils. Malgré tout, il était logique d'accorder ce droit à la partie civile ; car, dans le cas d'acquittement du prévenu, lorsqu'elle aurait porté son action devant les tribunaux civils, le prévenu lui aurait victorieusement opposé l'exception de la chose jugée, et la partie civile, ne pouvant prouver la culpabilité du prévenu, aurait été déboutée de sa demande.

D'ailleurs ce droit d'appel ne nuira pas au prévenu. La chose jugée n'est pas violée. Le prévenu ne peut se plaindre de la déclaration de culpabilité qui pourra

être faite dans le jugement d'appel, puisque les juges n'en peuvent déduire l'application d'aucune peine.

Cette opinion est confirmée par de nombreux arrêts. Cassation, 21 février 1889 (1). — Cassation, 26 février 1892 (2). — Cour d'Alger, 23 février 1895 (3).

Si la partie civile se désistait de l'appel formé par elle seule, la juridiction correctionnelle se trouverait dessaisie. Le ministère public n'ayant pas appelé, l'action publique et l'action civile seraient également éteintes.

De ce que l'action publique et l'action civile sont poursuivies devant les mêmes juges, il ne faut pas conclure qu'elles soient complètement liées l'une à l'autre. Sous certains rapports elles sont indépendantes. L'une d'elles peut être définitivement réglée par l'autorité de la chose jugée, tandis que l'autre subsiste encore par l'effet d'un appel ou d'un pourvoi. C'est ce que nous venons de voir. Il en est encore ainsi lorsqu'un juge correctionnel condamnant un prévenu aux peines édictées par la loi, le condamne également à des dommages-intérêts, et que le jugement n'est frappé d'appel que du chef de la condamnation pénale ; dans ce cas, les condamnations civiles subsistent, quand même le juge du second degré acquitterait le prévenu.

Il en serait encore ainsi si la partie civile interje-

(1) Sirey, 1889, I p. 391.

(2) Sirey, 1892, I p. 287.

(3) Sirey, 1897, II p. 196.

taut appel concurremment avec le ministère public, pour obtenir une augmentation des dommages-intérêts alloués en première instance. Le débat ne serait pas entièrement renouvelé sur ce chef si le condamné lui-même n'avait pas relevé d'appel. Le juge d'appel ne serait donc pas autorisé, en acquittant le prévenu, à le décharger en même temps des dommages-intérêts prononcés en première instance, ce point n'étant pas remis en question.

Quand il s'agit d'un jugement correctionnel, la partie civile a le droit d'appel, mais lorsque l'infraction est classée parmi les crimes, lorsque l'affaire est venue devant la Cour d'assises, quels sont les droits de la partie civile ? Les arrêts des Cours d'assises ne sont pas susceptibles d'appel, mais ils peuvent être attaqués en cassation par le condamné, le ministère public, et enfin par la partie civile. Mais cette voie de recours n'est accordée qu'en cas de condamnation, et la partie civile ne peut attaquer l'arrêt que pour ses intérêts civils seulement. Si le prévenu est acquitté, le droit de la partie civile est limité par l'article 412 du Code d'instruction criminelle, lequel est ainsi conçu :

« Dans aucun cas, la partie civile ne pourra pour-
« suivre l'annulation d'une ordonnance d'acquittement
« ou d'un arrêt d'absolution ; mais si l'arrêt a prononcé
« contre elle des condamnations civiles supérieures aux
« demandes de la partie acquittée ou absoute, cette dis-
« position de l'arrêt pourra être annulée sur la demande

« de la partie civile. » Aucune autre ouverture de cassation n'est ouverte à la partie civile.

Il est aussi un droit qui appartient à la partie civile et qui se rapproche du droit d'appel ; c'est le droit de faire opposition à l'ordonnance du juge d'instruction faisant grief à ses droits civils (Art. 135 du Code d'instruction criminelle).

Cet article s'applique aux ordonnances de non-lieu ; et l'opposition, qui est en réalité un appel, est portée devant la Chambre des mises en accusation.

Dans ce cas, l'opposition de la partie civile a pour objet d'obtenir le renvoi du prévenu devant le Tribunal correctionnel ou la Cour d'assises. Elle met en mouvement à la fois l'action civile et l'action publique.

Mais il ne lui appartient pas de se pourvoir en cassation contre l'arrêt de non-lieu rendu par la Chambre des mises en accusation, car si le ministère public ne l'a pas attaqué, l'action publique est éteinte, et la loi n'a pas accordé, dans ce cas, à la partie civile le droit de la ranimer (1).

Mais si le ministère public s'était pourvu, elle aurait le droit de le faire aussi comme partie jointe, aux termes de l'article 3 du Code d'instruction criminelle, l'action publique étant alors maintenue par le pourvoi du magistrat compétent (2).

(1) Faustin Hélie, *Instruction criminelle*, t. V. n^{os} 2295 et suivants. — Cassation, 27 mars 1884. Dalloz, 1885, I, p. 224.

(2) Cassation, 30 septembre 1841. *Bulletin criminel*, n^o 294.

Après avoir ainsi examiné et délimité les recours qui appartiennent à la partie civile, il nous faut rechercher quels effets produira sur son action des faits qui lui sont étrangers, mais qui, intéressant l'action publique, viendront se répercuter sur elle, en vertu du grand principe écrit dans l'art. 3 du Code d'instruction criminelle. Ces faits sont : le décès du prévenu, l'amnistie et la prescription. Nous allons rechercher successivement pour chacun de ces faits les effets qu'ils produisent indirectement sur l'action civile.

III. — *Effets du décès du prévenu sur l'action civile portée devant les juges répressifs.*

La règle en cette matière est que le Tribunal civil est absolument incompétent pour statuer sur l'action civile qu'a portée devant lui la victime du délit, lorsque le prévenu est décédé avant l'instance, ou vient à décéder, le procès étant déjà engagé. Dans ce cas, en effet, l'action publique est éteinte avant le procès, ou vient à s'éteindre au cours de l'instance ; et ce qui permettait aux juges criminels de connaître de l'action civile n'existe plus. Ils n'étaient compétents à l'égard de cette action que parce que c'était à eux de connaître du délit, que, par suite de cette connaissance du délit, ils étaient aptes à délimiter et fixer l'étendue du dommage causé et la proportion qu'il faudrait donner à la réparation due à la victime. Du moment où le délit

n'existe plus, les juges criminels, dont la compétence n'était étendue que pour ce cas particulier, reprendront leur compétence habituelle et ne connaîtront plus de l'action civile.

Mais la question se pose de savoir si, le prévenu étant décédé après le jugement rendu par le Tribunal correctionnel en première instance, il ne faudrait pas porter au tribunal chargé de connaître des appels de police correctionnelle l'appel qui serait formé de ce jugement.

La même question se pose : si le prévenu qui aurait lui-même interjeté appel, du chef de la condamnation pénale aussi bien que de la condamnation civile, venait à mourir pendant l'instance, la chambre correctionnelle de la Cour ne serait-elle pas toujours compétente pour statuer sur les réparations civiles ?

La question est controversée.

L'affirmative a été admise par la plupart des criminalistes. Nous citerons Carnot (1), Bourguignon (2), Mangin (3), Le Sellyer (4), Faustin-Hélie (5), enfin Dalloz (6) et Trébutien (7).

Leur opinion s'appuyait sur le raisonnement suivant :

(1) Sur l'art. 2, Code d'instruction criminelle, n° 11.

(2) *Jurisprudence des Codes criminels*, art. 2 du Code d'instruction criminelle, n° 5.

(3) *Action publique*, n° 282.

(4) *Traité de l'exercice des actions*, n° 2099.

(5) *Instruction criminelle*, t. II, p. 732.

(6) V. *Appel criminel*, n° 171. — *Instruction criminelle*, n° 221.

(7) *Cours de Droit criminel*, t. II, p. 42.

C'est au Tribunal d'appel correctionnel, et à ce tribunal seul qu'il appartient de connaître du bien ou du mal jugé des sentences rendues en ces matières par le Tribunal correctionnel du premier degré. Qu'arriverait-il si l'appel n'était pas recevable dans le cas du décès du prévenu depuis sa condamnation? De deux choses l'une : ou il en résulterait que le jugement devrait être exécuté ; ou il faudrait dire que le jugement doit être considéré comme non avenu. Dans le premier cas, si ce jugement condamnait le prévenu, son exécution entraînerait des frais et des dommages-intérêts contre ses héritiers qui seraient lésés. Dans le second cas, et nous plaçant dans l'hypothèse d'un jugement d'acquiescement frappé d'appel par le ministère public et la partie civile, ce serait cette dernière qui serait lésée, puisque le jugement étant considéré comme nul, on devrait porter son action contre les héritiers du prévenu devant les tribunaux civils, ce qui occasionnerait de nombreux frais pour elle. Au contraire, si le prévenu vient à décéder au cours de l'instance d'appel, la partie civile n'aura qu'à actionner les héritiers du prévenu devant le Tribunal des appels correctionnels ; elle pourra ainsi obtenir satisfaction.

Toutefois la doctrine contraire a été proposée par M. Legraverend (1) : Partant de ce principe que les tribunaux de répression ne sont investis du droit de

(1) Legraverend, *Législations criminelles*, t. I, p. 67.

prononcer sur l'action civile qu'accessoirement à l'action publique, cet auteur en conclut que « tant qu'il
« reste au condamné une voie quelconque pour échapper à la condamnation, soit qu'il y ait un arrêt ou
« jugement, ou que les tribunaux n'aient pas encore
« prononcé, soit que le condamné fût encore dans le
« délai de l'appel ou du pourvoi de cassation, soit que
« le tribunal ou la Cour de cassation, déjà saisis de
« son recours, n'eussent pas encore statué au moment
« de son décès, les tribunaux de répression ont perdu
« leur pouvoir de prononcer sur l'action civile. Le
« prévenu est mort dans l'intégrité de ses droits. Les
« choses doivent être remises au même point où elles
« se trouvaient lorsque l'action a pris naissance. »

Pendant longtemps la jurisprudence de la Cour de cassation a été conforme à l'opinion de la majorité des auteurs ; c'est du moins ce qui résulte de plusieurs décisions rendues par rapport aux frais, et d'un arrêt formel de la Cour de cassation du 24 août 1854 (1).

Cet arrêt décide que : si le décès du prévenu avant toute décision sur le fond éteignant l'action publique, et ne permettant plus la répression du fait par la loi pénale, rend la juridiction incompétente pour connaître de l'action civile ; il en est différemment lorsqu'il est intervenu un jugement par lequel il a été statué tant sur l'action publique que sur l'action civile. — Que

(1) Dalloz, 1854, I, p. 293.

l'art. 202 du Code d'instruction criminelle autorisant la partie civile à appeler de ce jugement, quant à ses intérêts civils, donne par cela même compétence à la juridiction supérieure pour prononcer sur cet appel, quelle que soit la décision intervenue sur l'action publique, et alors même que le juge supérieur n'aurait pas à en connaître, soit par le défaut d'appel du ministère public, soit par suite de la prescription de cette action. Que ce principe doit recevoir également son application lorsque l'action publique se trouve éteinte par le décès du prévenu pendant le cours d'instance d'appel, puisqu'aux termes des articles 173 et 203 du Code d'instruction criminelle, l'appel ne faisant que suspendre l'exécution du jugement de première instance, il y a nécessité de statuer sur les dispositions de ce jugement qui concernent les intérêts civils. Qu'enfin, d'après les articles 174 et 200 du même Code, la juridiction dont relève le tribunal de répression est seule compétente pour statuer sur cet appel.

La jurisprudence de la Cour de cassation semblait donc bien fixée dans le sens de l'affirmative, mais elle est revenue à l'opinion de M. Lagraverend dans plusieurs arrêts plus récents (1), par lesquels, elle décide d'une manière absolue que le décès du condamné pendant l'instance en cassation dessaisit d'une manière complète les tribunaux criminels. L'action publique

(1) Arrêt de la Cour de cassation, 17 février 1860. — Dalloz, 1860, I, 200. — Arrêt de la Cour de cassation, 18 décembre 1862. — Dalloz, 1863, I, 112.

se trouvant éteinte, il n'y a lieu, portent ces arrêts, de statuer ni sur le pourvoi du condamné, ni sur l'intervention de l'héritier, même en ce qui concerne les frais, ni sur celle de la partie civile, demanderesse ou défenderesse au pourvoi, sauf à elle de reprendre son action contre l'héritier devant la juridiction civile.

La question doit, si nous en croyons M. Sourdat (1), se résoudre à l'aide d'une double distinction.

1° Quant aux frais de justice, comme ils sont l'accessoire de la peine ; dès que celle-ci ne peut être prononcée ou qu'elle est censée non avenue, la condamnation aux frais n'est plus possible ou s'évanouit avec elle. Et l'opinion de M. Sourdat est conforme à celle de M. Lagraverend, quand il dit que le décès du prévenu, intervenant avant que la condamnation ne soit devenue définitive par l'expiration des délais d'appel ou de cassation, ou le rejet de son recours, anéantit le jugement attaqué avec toutes ses conséquences pénales, juridiques, corporelles et pécuniaires, notamment la condamnation aux dépens de la procédure criminelle.

Cependant nous ne voyons pas dans cette opinion, et l'on ne nous dit pas à qui incombera le paiement des frais faits dans l'instance et occasionnés par le procès. Sans doute à la partie civile. Cette solution n'est-elle pas bien injuste ? Et comment peut-on expliquer qu'un fait qui lui est étranger puisse venir détruire

(1) Sourdat, *Traité de la responsabilité*, tome I, p. 289.

l'effet d'une instance qu'elle avait engagée avec raison, puisqu'elle avait obtenu, en même temps que la condamnation de l'auteur du délit, la réparation du dommage à elle causée. Cette solution ne nous paraît donc pas acceptable. Mais arrivons au deuxième terme de la distinction.

2° Quant à la partie du jugement qui alloue au plaignant des dommages-intérêts, elle peut être soumise au juge d'appel dans deux hypothèses différentes.

La première est celle où le jugement a été attaqué en même temps du chef des intérêts civils et du chef de la condamnation pénale, de telle sorte que l'action publique est toujours en mouvement et que l'action civile lui reste unie, comme elle l'était en première instance.

Dans cette situation, d'après M. Sourdat, il est clair que le décès du prévenu est équivalent à son acquittement ; il meurt *integri status* ; et la juridiction correctionnelle qui serait tenue de se dessaisir de l'action civile en relaxant le prévenu, n'est pas compétente pour la retenir, lorsqu'elle voit s'éteindre l'action publique par le fait de son décès. C'est une conséquence rigoureuse mais nécessaire de la réunion des deux actions et de leur solidarité au point de vue de la compétence. L'art. 212 du Code d'instruction criminelle ne laisse pas de doute sur ce point, puisqu'il n'autorise le juge d'appel à statuer, en cas d'acquiescement, que sur les dommages-intérêts réclamés par le prévenu.

Nous sommes d'accord avec M. Sourdat quand il parle de l'incompétence des tribunaux correctionnels à statuer sur les dommages-intérêts en cas d'acquittement du prévenu. Nous avons en effet adopté cette solution. Mais nous ne le suivons plus quand il assimile le décès du prévenu à l'acquittement. S'il ne reste plus personne qui puisse être poursuivi devant le ministère public, il y a, devant la partie civile, comme représentant le prévenu, ses héritiers qu'elle a le droit de poursuivre. Et, à notre avis, on ne comprendrait pas qu'elle ait moins de droits, dans le cas qui nous occupe, que dans le cas où, en vertu de l'art. 202 du Code d'instruction criminelle, elle interjette appel, quant à ses intérêts civils. D'ailleurs l'arrêt du 24 août 1854, que nous avons cité plus haut, était absolument dans ce sens. Cependant nous devons nous incliner devant la nouvelle jurisprudence de la Cour de cassation, tout en souhaitant qu'elle revienne à son ancienne façon de voir et en disant qu'il serait plus logique et certainement plus pratique de maintenir la compétence du juge d'appel dans cette hypothèse.

La Cour de cassation a, en effet, statué conformément à l'opinion de M. Sourdat, dans un arrêt du 15 janvier 1863 (1), dans les circonstances suivantes :

Lambert avait été condamné pour diffamation envers Delorme à la peine portée par la loi et à 200 francs de

(1) Dalloz, 1863, I, p. 412.

dommages-intérêts. Il s'est pourvu en cassation et il est mort avant qu'il ait été statué sur son pourvoi.

La Cour de cassation a déclaré : « que le décès du
« condamné ayant éteint l'action publique... les tri-
« bunaux de répression étaient devenus incompétents
« pour statuer sur les dommages-intérêts ; ... que par
« suite, il n'y avait lieu à prononcer sur le pourvoi,
« sur l'intervention des habiles à succéder audit Lam-
« bert, ni sur celle de Delorme partie civile. »

Nous arrivons maintenant à la deuxième hypothèse, qui est celle où la partie civile interjette seule appel, du chef de ses intérêts pécuniaires.

En pareil cas, l'acquiescement du ministère public et du prévenu au jugement de première instance a pour effet d'éteindre l'action publique. Il y a donc chose jugée en ce qui la concerne.

Et pourtant, c'est à la juridiction correctionnelle supérieure que l'appel de la partie civile est porté (Art. 201, 202, 172, 174, du Code d'instruction criminelle). Dans ce cas, l'action civile se détache de l'action publique et en demeure indépendante.

Le décès du *prévenu*, ou pour mieux dire du *défendeur*, reste donc sans influence sur l'action civile et sur la compétence. « Il s'est opéré, d'après M. Sourdat (1),
« par l'effet du jugement de première instance, une
« sorte de novation, en ce sens que le tribunal du pre-

(1) Sourdat, *Responsabilité*, p. 292, tome I.

« mier degré ayant rendu dans les limites de ses pou-
« voirs un jugement parfaitement valable, la demande
« originaire incorporée pour ainsi dire à ce jugement
« ne peut plus être soumise par la voie de l'appel qu'à
« une juridiction de même ordre. On ne peut renvoyer
« le plaignant à se pourvoir devant le Tribunal civil,
« ni le priver de son droit d'appel ; car ce serait mé-
« connaître l'autorité de la chose jugée, ou supprimer
« le second degré de juridiction. »

Nous laissons à M. Sourdat le soin de mettre d'accord cette solution avec celle qu'il a adoptée pour la première hypothèse. Mais, pour notre part, nous ne comprenons pas comment le décès du prévenu aurait plus d'effet, quand l'appel émane à la fois de la partie civile et du ministère public que lorsqu'il émane de la partie civile seule.

Dans tous les cas, il est incontestable que la partie civile a le droit de faire reviser la décision des premiers juges ; c'est donc aussi la juridiction correctionnelle qu'il doit saisir de ce débat nouveau.

Nous ne pouvons donc accepter la doctrine d'un arrêt de la Cour de cassation du 5 février 1863 (1) qui, en pareil cas, a déclaré la poursuite éteinte et renvoyé la partie civile devant les tribunaux ordinaires pour y introduire son action contre les héritiers du prévenu.

Cet arrêt s'est approprié, d'une façon absolue, la

(1) Dalloz, 1863, I, p. 412.

doctrine de M. Legraverend. Cette doctrine se préoccupe exclusivement de combiner les deux principes suivants : 1^o le décès du prévenu pendant l'instance, et tant que le jugement n'est pas définitif, amène l'extinction de l'action publique ; 2^o le Tribunal correctionnel ne connaît de l'action civile qu'accessoirement à l'action publique.

Mais il est un point de vue qui a été complètement négligé dans cette opinion. C'est le droit conféré à la partie civile par l'art. 202 du Code d'instruction criminelle. Ce texte déroge manifestement à la double règle que nous venons de relater, pour le cas spécial qui nous occupe en ce moment. La loi est ici bien formelle et l'on doit en accepter toutes les conséquences.

La juridiction correctionnelle se trouve ainsi saisie d'une action qui est purement civile ; et ce n'est plus la personne même du défendeur qu'il est nécessaire de maintenir par devant elle.

Sous quelles conditions la juridiction correctionnelle du second degré pourra-t-elle statuer sur les dommages-intérêts que réclame la partie civile ? Cette juridiction n'est compétente que parce que le fait dommageable est un délit ; elle serait absolument incompétente dans le cas contraire. Elle ne pourra donc accorder des dommages-intérêts à la partie civile qu'en reconnaissant au fait dommageable le caractère d'un délit et en déclarant la culpabilité du prévenu.

Cette déclaration de culpabilité du prévenu ne peut en aucune façon, au point de vue de l'action publique, nuire à ses héritiers ; car on ne peut prononcer une peine contre une personne décédée.

D'ailleurs, à la suite du décès du prévenu, le ministère public s'interdit de requérir, puisque ses poursuites sont inutiles.

On pourrait objecter que dans ce cas on ne peut interroger le prévenu. Mais cet interrogatoire, qui peut être considéré comme une sauvegarde pour le prévenu, n'aurait ici aucun intérêt, puisqu'aucune peine ne peut être prononcée. D'ailleurs l'interrogatoire du prévenu n'est pas toujours exigé, même dans le cas où une peine proprement dite peut être prononcée. L'article 175 du Code d'instruction criminelle est ainsi conçu :

« Dans les affaires relatives à des délits qui n'entraî-
« neront pas la peine d'emprisonnement, le prévenu
« pourra se faire représenter par un avoué ; le tribu-
« nal pourra néanmoins ordonner sa comparution en
« personne. »

Ce qui implique que le tribunal a le droit de ne pas ordonner cette comparution.

D'ailleurs, il nous semble que, dans notre hypothèse, les personnes intéressées sont les héritiers du prévenu qui peuvent avoir intérêt à ce que l'affaire soit retenue devant les tribunaux répressifs ou portée devant les tribunaux civils. Pourront-ils se plaindre de ce que

l'affaire soit retenue devant la juridiction correctionnelle? Assurément non. Car la partie civile doit, dans ce cas, prouver non-seulement qu'elle a été lésée, mais que le fait qui l'a lésée était un délit et que le prévenu était coupable de ce délit. Les difficultés que la partie civile éprouvera, pour faire la preuve de ce délit, sont des entraves à la réussite de son action. Au contraire, devant les tribunaux civils, ces difficultés, ces entraves n'existent plus. La partie civile n'a qu'à prouver l'existence du fait dommageable, quel qu'il soit, et à démontrer que le prévenu était l'auteur de ce fait. Les héritiers du prévenu seraient donc mal placés pour se plaindre d'être poursuivis devant la juridiction répressive.

Un arrêt de la Chambre criminelle est intervenu sur la question et s'est conformé à l'ancienne jurisprudence, abandonnant celle qui avait été suivie de 1860 à 1863 (Arrêt de la Cour de cassation du 10 mai 1872) (1).

« Attendu, en droit, que les tribunaux de répres-
« sion ne peuvent, il est vrai, connaître de l'action
« civile qu'accessoirement à l'action publique, qu'il
« suit de là que, lorsque l'action publique se trouve
« éteinte, pour une cause quelconque, avant toute
« décision au fond, l'action civile ne peut plus être
« portée isolément que devant la juridiction civile,

(1) Dalloz, 1872, I, p. 33.

« seule compétente pour statuer sur les questions
« d'intérêt privé. — Mais attendu qu'il en est autre-
« ment lorsque, conformément à l'article 3 du Code
« d'instruction criminelle, la partie civile, usant de la
« faculté que cet article lui accorde, a porté son
« action en même temps devant les mêmes juges que
« l'action publique, et que ceux-ci ont déjà statué sur
« l'une et sur l'autre.

« Attendu que, dans ce cas, la juridiction correc-
« tionnelle originairement compétente ne pourrait
« cesser de l'être qu'en vertu d'un texte formel subor-
« donnant, quant à la compétence, le sort de l'action
« civile à celui de l'action publique, mais que ce texte
« n'existe pas ; — qu'il est, au contraire, de principe
« que les deux actions sont, dans ce cas, indépen-
« dantes l'une de l'autre, et que l'action civile doit
« être jugée par la juridiction correctionnelle compé-
« temment saisie, quels que soient les événements ulté-
« rieurs qui puissent, dans le cours de l'instance d'ap-
« pel, soit arrêter la marche, soit même compromettre
« l'existence de l'action publique ; — que c'est là ce
« qui résulte implicitement de l'art. 202 du Code d'ins-
« truction criminelle, qui donne le droit d'appel à la
« partie plaignante, pour ses intérêts civils, sans
« exiger comme condition la coexistence persistante
« de l'action publique, jusqu'à l'arrêt définitif ; — que
« peu importe, dès lors, que l'action publique soit
« venue à s'éteindre soit par le défaut d'appel du

« ministère public, soit par l'effet d'une amnistie, soit
« *par le décès du prévenu*; que la compétence de la
« juridiction répressive n'en existe pas moins au point
« de vue des réparations civiles. »

Il nous a paru intéressant de relater cet arrêt presque dans son entier, car il nous donne une solution générale. Il pose, en principe, le maintien de la juridiction correctionnelle, pour connaître de l'appel dans tous les cas, lors même que l'action publique ne s'éteindrait que pendant l'instance de l'appel. Cet arrêt est contraire à l'opinion de M. Sourdat, qui, nous l'avons vu plus haut, faisait une distinction entre les différents appels.

Aussi, pour amoindrir la portée de cet arrêt, cet auteur, assimilant le décès du prévenu à son acquittement, prétendait que si l'on admet la compétence de la juridiction correctionnelle dans un cas, il faut l'admettre dans l'autre. Nous avons déjà contesté à M. Sourdat l'assimilation qu'il fait entre l'acquittement et le décès du prévenu. Ces deux cas ne se confondent pas à notre avis. Enfin, pour le cas d'acquittement, les Tribunaux correctionnels sont absolument incompétents, en vertu de l'art. 212 du Code d'instruction criminelle.

La même question peut encore se poser dans une hypothèse différente. Quand le prévenu est acquitté, il peut, par une demande reconventionnelle, demander au tribunal même qui l'a acquitté des dommages-inté-

rêts contre la partie civile qui avait intenté à tort son action contre lui. Les articles 159 et 191 du Code d'instruction criminelle autorisent en effet les Tribunaux de simple police et les Tribunaux correctionnels à prononcer des dommages-intérêts au profit du prévenu, dans ce cas.

Qu'arrivera-t-il si le prévenu, trouvant insuffisante la somme allouée par le tribunal à titre de dommages-intérêts, veut en obtenir une plus considérable? Il devra porter son appel devant la juridiction correctionnelle du second degré, il ne pourrait dessaisir cette juridiction pour porter l'affaire devant le Tribunal civil. Ce tribunal serait incompétent pour réformer la sentence rendue par les juges criminels.

Si dans notre hypothèse le prévenu venait à décéder, la solution ne devrait pas changer. Les héritiers du prévenu devraient suivre l'instance entamée par le prévenu, à moins qu'ils ne préfèrent se désister et abandonner l'instance. Mais ils ne pourraient actionner la partie civile devant les Tribunaux civils. C'est ce qui résulte d'ailleurs d'un arrêt de la Cour de cassation du 16 juin 1860 (1) qui a statué dans ce sens.

Nous venons ainsi de voir quel effet produit le décès du prévenu lorsqu'il se produit en instance d'appel. Quel effet produirait-il dans le cas d'un jugement rendu par défaut?

(1) *Bulletin criminel*, 1860, p. 437.

Il y a d'abord une distinction à faire, suivant que le prévenu avait ou non formé opposition au jugement par défaut prononcé contre lui. S'il avait formé opposition, la condamnation prononcée contre lui serait considérée comme nulle, en vertu de l'art. 187 du Code d'instruction criminelle, ainsi conçu :

« La condamnation par défaut sera comme non
« avenue si, dans les cinq jours de la signification qui
« en aura été faite au prévenu ou à son domicile, outre
« un jour par cinq myriamètres, celui-ci forme oppo-
« sition à l'exécution du jugement et notifie son oppo-
« sition tant au ministère public qu'à la partie civile. »

L'action publique se trouve éteinte par suite de cette disposition. Le décès du prévenu empêche toute poursuite de la part du ministère public. Les juges criminels se trouvent dessaisis à la fois de l'action publique et de l'action civile, car le décès du prévenu s'est, en réalité, produit avant le jugement.

Si, au contraire, le prévenu n'avait pas formé opposition, si les délais que donne la loi pour former cette opposition se sont écoulés, le jugement par défaut devient définitif. Le décès du prévenu ne pourrait donner aux héritiers de ce dernier une voie de recours dont il n'avait plus l'exercice. Les héritiers du prévenu devront donc attaquer le jugement du chef des intérêts civils par la voie de l'appel ; et comme nous l'avons déjà dit, cet appel sera porté devant la juridiction correctionnelle du deuxième degré.

Mais que doit-on décider lorsque le décès du prévenu s'est produit dans le délai d'opposition ?

Nous pensons que, puisque le prévenu avait le droit de former opposition, ses héritiers en ont également le droit du chef de leurs intérêts civils seulement. M. Mangin (1) est d'un avis contraire et soutient que cette voie de réformation n'est pas ouverte aux héritiers, puisque l'article 188 porte que l'opposition aura pour effet de rendre le jugement comme non avenu et emportera de droit la citation à la première audience. Cet effet de l'opposition une fois produit, l'action publique étant d'ailleurs éteinte par le décès du prévenu, la juridiction criminelle serait absolument dessaisie, et la citation, donnée devant un tribunal désormais incompetent, serait absolument inutile.

Nous ne partageons pas cette opinion, car nous pensons qu'on ne peut refuser aux héritiers du prévenu la voie de l'opposition, en ce qui concerne leurs intérêts civils, puisque cette voie de recours est accordée à la partie civile elle-même.

Mais il nous faut d'abord prouver que la partie civile a le droit d'opposition. Car il y a controverse sur le point de savoir si le Tribunal correctionnel peut recevoir l'opposition de la partie civile à un jugement rendu contre elle par défaut, mais contradictoirement entre le ministère public et le prévenu, et acquittant ce dernier.

(1) Mangin, *Traité des actions publique et civile*, n° 282.

La Cour de cassation (1) a décidé que la voie d'opposition est une voie de recours de droit commun; et qu'elle appartient à toute partie condamnée, à moins que la loi ne la lui ait formellement refusée. D'ailleurs, si l'art. 187 du Code d'instruction criminelle ne parle que de l'opposition du prévenu, c'est qu'il a en vue le cas le plus fréquent. Mais la loi, dans les articles 188 et 208 du même Code, dit : « L'opposition pourra être
« *attaquée par la partie qui l'aura formée*, par la voie
« de l'appel (188) et par la voie de la cassation (208). »

Les mots : *la partie qui a formé l'opposition* prouvent bien que cette voie de recours est ouverte non-seulement au prévenu, mais à la partie civile.

Nous devons remarquer que, dans ce cas, les Tribunaux correctionnels seront exceptionnellement admis à statuer sur l'action civile, bien qu'ils soient dessaisis de l'action publique. Mais cette exception est de droit, puisqu'elle est écrite dans la loi.

Enfin nous adoptons, quand le décès du prévenu se produit pendant l'instance en cassation, la même solution que nous avons adoptée quand ce décès se produit pendant l'instance en appel. Pas plus dans ce second cas que dans le premier nous n'admettons la distinction faite par M. Sourdat, dont nous avons parlé plus haut, distinction entre les frais et les dommages-intérêts. Au surplus, nous en référons à la jurisprudence de

(1) Notamment: Cassation, 26 mars 1824. — Sirey, 1824, I, p. 300.

la Cour de cassation contenue dans l'arrêt, que nous avons cité, du 10 mai 1872, et dont les *attendu* sont assez explicites pour s'appliquer également au cas où l'affaire est en instance de cassation.

Des faits, autres que le décès du prévenu, peuvent se produire qui éteignent l'action publique. Parmi ces faits, on peut citer l'amnistie. Nous allons étudier maintenant les effets de l'amnistie sur l'action civile, et examiner si l'action civile des particuliers peut avoir à souffrir de l'amnistie, ou, au contraire, doit rester indépendante.

iv. — *Effets de l'amnistie sur l'action civile
portée devant les juges répressifs.*

Il existe sur cette question deux opinions diamétralement opposées. L'une enseigne que l'amnistie peut à la fois éteindre l'action publique et l'action civile. L'autre soutient que ces deux actions doivent être nettement séparées, que les Chambres ne pourraient, même par une loi avec effet rétroactif, refuser aux particuliers l'exercice de leur droit.

M. Legraverend (1) qui est partisan de la première opinion, la soutient de la manière suivante :

« Un arrêt du Parlement de Paris l'a jugé ainsi le

(1) Legraverend, *Législation criminelle*, t. II, p. 761.

« 8 mars 1859. La loi du 12 août 1793 abolissait tex-
« tuellement toutes les actions civiles et privées, et les
« jugements qui en avaient été la suite. C'est d'après ce
« principe qu'ont été exécutées les diverses amnisties
« proclamées à l'occasion des événements de la Révo-
« lution, et si cette règle forme une exception qui paraît
« blesser les droits des particuliers ; si, en général, les
« grâces du souverain ne doivent pas plus influencer sur
« les intérêts des parties que les transactions n'ont
« d'influence sur les poursuites du ministère public,
« on ne peut se dissimuler que les inconvénients qui
« naîtraient quelquefois des actions privées, pour les
« faits couverts du voile de l'amnistie, seraient aussi
« graves que nombreux ; que ces actions perpétue-
« raient des souvenirs, entretiendraient des haines et
« renouvelleraient des troubles que le souverain a voulu
« éteindre ; et qu'enfin l'avantage de la société tout
« entière se trouvant alors en opposition avec celui
« de quelques individus, le premier doit l'emporter
« lorsque le législateur ou le prince n'a pas cru devoir
« réserver aux particuliers l'exercice de leurs actions
« personnelles. »

Cette opinion absolue s'applique évidemment aussi au cas où la partie lésée a porté son action devant les tribunaux répressifs. L'action publique se trouvant éteinte, l'action civile s'éteint également, et cela par un effet direct de l'amnistie elle-même et non en vertu du principe écrit dans l'art 3 du Code d'instruction

criminelle, qui veut que l'action civile ne soit jugée qu'accessoirement à l'action publique. De sorte que dans cette opinion, non-seulement les juges criminels ne sont plus compétents pour statuer sur l'action civile, mais les juges civils ne le seraient pas non plus, et les particuliers lésés par les faits amnistiés ne pourraient en aucune façon obtenir satisfaction.

Cette opinion ne nous paraît pas acceptable, et nous nous efforçons de la réfuter plus loin.

Les partisans de la deuxième opinion soutiennent avec beaucoup plus de raison qu'une séparation profonde doit exister entre les deux ordres d'action au point de vue des effets de l'amnistie. Les raisons d'intérêt public, de conciliation générale que l'on met en avant dans la première opinion, n'ont aucune valeur quand il s'agit, non plus de savoir si on frappera d'une répression générale des actes qui se rattachent plus ou moins aux dissentiments politiques, mais d'apprécier des faits qui ont porté préjudice à des individus, de savoir à qui appartient la faute, de ceux-ci ou des auteurs du dommage, et sur qui elle doit retomber en définitive (1). Or, les auteurs du dommage ne seraient excusables que si des provocations, des actes contraires aux lois, les avaient poussés aux violences qu'ils ont commises. Et c'est ce qui n'arrive pas ordinairement. Il y a là des faits qui doivent être appréciés; et ce n'est pas

(1) Mangin, *Traité des actions publique et civile*, n° 446.

au législateur mais au juge qu'il convient de laisser cette appréciation.

De plus, si l'on suppose qu'à l'époque de la promulgation de l'amnistie, des jugements avaient déjà été obtenus contre les auteurs des dommages, l'amnistie ne pourrait en arrêter l'exécution sans porter atteinte à des droits irrévocablement acquis.

En somme, l'amnistie ne touche qu'à l'action publique, ne décharge que des poursuites criminelles. Les attentats contre les individus et les propriétés particulières sont moins facilement excusés par l'entraînement des circonstances que les attentats contre le corps social.

Nous concluons donc que l'amnistie survenant pendant le cours d'une poursuite, ne dépouille pas le juge criminel saisi de l'action civile, du droit d'y statuer. L'amnistie laisse subsister le délit, bien qu'elle enlève la peine et éteigne l'action publique. L'instance engagée doit donc suivre son cours, à charge que le fait offre les caractères d'un délit.

Les droits de la partie lésée étant presque toujours réservés (nous doutons même que les Chambres aient le droit de les lui retirer), la partie lésée conserve dès lors les avantages de la juridiction que lui assurait la nature du fait qui sert de base à la demande.

L'arrêt du 10 mai 1872, que nous avons déjà cité, statue dans le sens que nous indiquons.

Cette solution est confirmée par de nombreux arrêts,

notamment un arrêt de la Cour de Lyon du 25 août 1880 (1), duquel il résulte que « le juge correctionnel
« une fois saisi de l'action civile, en même temps que
« de l'action publique résultant d'une diffamation, reste
« compétent quant aux réparations civiles, malgré
« l'extinction de l'action publique par suite d'une
« amnistie. »

Un arrêt de la Cour de cassation, du 16 mars 1882 (2), donne une solution identique, ainsi qu'un arrêt de la Cour de Poitiers, du 7 août 1889 (3).

Enfin un arrêt de la Cour de cassation, du 24 mai 1895 (4), a décidé ce qui suit : « La Cour d'assises
« régulièrement saisie, avant la promulgation d'une loi
« d'amnistie, de l'action civile née d'un délit de dif-
« famation, n'est dessaisie par l'effet de cette loi que de
« l'action publique, et reste compétente pour statuer
« sur l'action civile, sans la participation du jury qui
« juge exclusivement de la culpabilité, ne peut être
« interrogé sur l'existence et les circonstances atté-
« nuantes d'une criminalité disparue. »

Comme nous venons de le voir, la survie de l'action civile à l'action publique est proclamée par de nombreuses décisions judiciaires. De plus, la conséquence que le dernier arrêt cité en tire, pour reconnaître à la Cour d'assises, statuant sans l'intervention du jury, le

(1) Sirey, 1881, II, p. 73.

(2) Sirey, 1883, I, p. 89, note de M. Esmein.

(3) Sirey, 1890, II, p. 29.

(4) *Pandectes françaises*, I, p. 149.

droit d'allouer à la partie civile des dommages-intérêts, à raison du préjudice causé par l'infraction dont la répression lui était demandée, avant la promulgation de l'amnistie, défie toute critique. La Cour d'assises avait été saisie de deux actions : l'une publique, pour laquelle la participation du jury était nécessaire ; l'autre civile, dont la connaissance lui était exclusivement réservée. De ces deux actions, l'une, la première, se trouve éteinte par le fait de l'amnistie, l'autre conserve son caractère ancien et ses conditions anciennes ; la Cour n'en est pas dessaisie et doit se prononcer à son égard comme elle l'eût fait si la loi d'amnistie n'était pas intervenue.

Il nous reste maintenant à réfuter l'opinion soutenue par M. Legraverend. Nous nous refusons à admettre que les Chambres puissent prononcer à la fois l'extinction de l'action publique et de l'action civile. L'action publique est exercée dans l'intérêt général de la société, elle lui appartient ; elle peut donc en disposer et en suspendre les effets, quand un intérêt général le commande. Mais l'action civile est la propriété de chaque partie lésée. Et ce serait violer le droit de propriété des individus que d'accorder aux Chambres le droit de retirer aux particuliers une action qui leur appartient. Nous n'acceptons donc pas cette opinion, et nous concluons que l'exercice de l'action civile ne sera pas suspendu devant les juges criminels dans le cas d'amnistie.

Nous n'avons plus qu'à ajouter, en quelques mots, quel effet produit sur l'action civile la prescription de l'action publique.

v. — *Effets de la prescription de l'action publique
sur l'action civile portée devant les juges répressifs.
Résumé de la deuxième partie.*

Cette question n'offre pas d'intérêt très grand, puisque l'action civile qui résulte de faits qualifiés crimes, délits ou contraventions se prescrit de la même manière et par les mêmes délais que l'action publique résultant de ces mêmes faits. Il n'y a même, à ce sujet, aucune distinction à faire entre le cas où la partie lésée a porté son action devant les tribunaux civils accessoirement à l'action publique.

Nous avons ainsi terminé notre deuxième partie ; mais avant de passer à l'étude des législations étrangères, il nous paraît utile de jeter un regard en arrière et de faire une sorte de résumé des conditions exigées pour l'exercice de l'action civile devant la juridiction criminelle.

Le grand principe est écrit dans l'art. 3 du Code d'instruction criminelle. D'après ce principe, l'action civile ne doit être exercée qu'accessoirement à l'action publique. Donc, première condition pour l'exercice de l'action civile : l'action publique doit exister,

Il faut qu'au moment où la partie civile se plaint, l'action publique existe encore. Ce fait est suffisant pour permettre au juge criminel de fixer le chiffre des dommages-intérêts. Mais ici, il nous faut distinguer trois hypothèses.

Où l'action publique a été mise en mouvement par le ministère public, ou elle n'a pas encore été exercée, ou elle l'a été, mais elle s'est éteinte au cours de l'instance.

1° L'action publique a été mise en mouvement par le ministère public. La victime du délit a, dans ce cas, le droit d'intervenir à quelque hauteur de l'instruction que ce soit. Elle joue un rôle accessoire ; la partie principale est celle qui exerce l'action publique (Art. 67 du Code d'instruction criminelle).

2° Au contraire, l'action publique n'a pas encore été exercée. Il nous faut sous-distinguer ici s'il s'agit de délits ou de contraventions d'une part, ou s'il s'agit de crimes, d'autre part. Lorsque le fait qui a causé le dommage est réputé délit ou contravention, la partie civile saisit le Tribunal correctionnel ou de simple police par sa citation directe (Art. 64, 145 et 182 du Code d'instruction criminelle). Dans ce cas, la partie lésée met en mouvement à la fois l'action publique et l'action civile.

Au grand criminel, les droits de la partie civile sont moindres. Nous en avons donné les raisons. Elle a le droit de saisir le juge d'instruction (art. 63 et 70 du Code d'instruction criminelle). Et celui-ci devra ouvrir

une instruction, même si le ministère public se refuse à poursuivre.

Dans les deux cas, la partie lésée doit se constituer partie civile d'une façon formelle ; elle devra même, quand l'affaire sera portée devant les Tribunaux correctionnels et de simple police, consigner les frais.

En outre de cette charge assez lourde, elle peut, si elle est déboutée de sa demande, être condamnée à des dommages-intérêts envers le prévenu.

3^e Reste une troisième hypothèse qui est celle où l'action publique a été exercée d'abord, puis s'est éteinte au cours de l'instance. Plusieurs faits peuvent donner lieu à ce résultat : le défaut d'appel du ministère public, le décès du prévenu, l'amnistie, et enfin la prescription.

Pour le cas où le ministère public n'interjette pas appel, l'art. 202 du Code d'instruction criminelle confère à la partie civile le droit d'appeler, de son chef, pour ses intérêts civils.

Que ce soit le décès du prévenu qui produise l'extinction de l'action publique, nous avons à faire des distinctions suivant le moment où se produit ce décès. Si le prévenu décède avant toute poursuite ou avant tout jugement, l'action civile ne peut plus être portée devant les juges criminels. Le principal ayant disparu, l'accessoire ne peut plus vivre.

Mais si le prévenu vient à décéder pendant l'instance d'appel ou de cassation, il faut concilier le principe de la prédominance de l'action publique sur

l'action civile avec le principe de la coexistence de ces deux actions. Nous avons adopté dans ce cas l'opinion que l'appel ou le pourvoi en cassation devaient être portés devant les tribunaux répressifs; et nous nous sommes appuyé, pour soutenir cette opinion, sur la jurisprudence de la Cour de cassation qui a statué en ce sens.

De même pour l'amnistie, nous pensons que, bien que l'action publique soit éteinte, les tribunaux répressifs sont compétents pour statuer sur l'action civile qui a été portée devant eux.

Tel est le résumé des conditions d'exercice de l'action civile devant la juridiction répressive. Nous nous réservons d'en faire la critique à la fin de notre thèse, et nous passons maintenant à l'étude des deux législations étrangères qui nous ont semblé les plus intéressantes; parce que, dans l'étude qui nous occupe, l'une est très étroite et l'autre très large, ces deux législations sont : la législation allemande et la législation autrichienne.

TROISIÈME PARTIE

Étude de la législation allemande et de la législation autrichienne.

1. — *Législation allemande.*

Le Code de procédure pénale allemand n'admet pas, comme notre Code d'instruction criminelle, la poursuite de l'action civile devant les juges criminels.

Si donc nous nous en tenions strictement au sujet de notre thèse, notre étude serait purement négative. Mais il nous a paru intéressant de rechercher quels moyens la partie lésée a entre les mains pour obtenir la réparation du préjudice qui lui a été causé.

Conformément au vieil adage germanique : « *Pas d'accusateur, pas de juges* », les tribunaux répressifs ne sont appelés à statuer que sur les infractions qui leur sont expressément déferées. (Art. 151 du Code de procédure pénale.) Si le législateur avait poussé jusqu'au bout les applications du principe qui semblait le diriger, il aurait donné à la victime du délit un droit d'accusation semblable à celui qu'il accordait aux représentants du pouvoir social. Il n'en est pas ainsi

et le législateur allemand semble avoir montré une certaine timidité dans les applications de son principe. Il a réservé d'une façon presque absolue le monopole de l'accusation aux représentants du pouvoir social. C'est par exception seulement que la victime est admise à citer l'auteur de l'infraction devant la juridiction pénale, cette faculté ne lui est accordée qu'en matière d'injures, de lésions corporelles légères, ou de lésions occasionnées par négligence ou imprudence. (Art. 414.) En dehors de ces cas peu nombreux, elle ne peut que s'adresser à la juridiction civile, afin d'obtenir, au moyen d'une action en dommages-intérêts, la réparation du préjudice qu'elle a éprouvé, ou provoquer par une plainte transmise au parquet la mise en mouvement de l'action publique.

Cette attribution exclusive du rôle d'accusateur au représentant du ministère public offre de nombreux inconvénients. Ne peut-on pas craindre, en effet, que ce fonctionnaire ne manque parfois d'indépendance ; ne pourrait-il pas, le cas échéant, se laisser influencer trop facilement par des considérations politiques. Il existe, il est vrai, contre l'arbitraire de ce fonctionnaire, un remède qui vient atténuer un peu ce qu'il y a de trop absolu dans cette libre disposition du ministère public. Le plaignant lésé peut se pourvoir devant le supérieur hiérarchique du fonctionnaire qui refuse de donner suite à la plainte. Dans le cas où ce pourvoi serait rejeté, le plaignant aurait le droit d'en appeler au

tribunal régional ou au tribunal de l'Empire qui peuvent donner l'ordre de mettre l'inculpé en accusation. (Art. 170.)

En général, le ministère public a qualité pour agir de son propre chef, quelle que soit la nature de l'infraction ; peu importe d'ailleurs que l'existence du délit lui ait été révélée par une plainte, par une dénonciation ou par les rapports de ses auxiliaires. Il existe cependant une exception à l'égard de certaines infractions spécialement déterminées par le Code pénal, et qui sont considérées comme lésant principalement des intérêts privés, ou comme portant atteinte à la considération des personnes ou à l'honneur des familles. Ces infractions connues sous le nom de « Antragsdelikte » ne peuvent être poursuivies que sur une requête de la partie lésée ou de ses représentants légaux.

L'action pénale et l'action civile n'ont ensemble aucun lien commun. Comme nous l'avons dit plus haut, la faculté reconnue en France à la personne lésée de se constituer partie civile devant les juridictions criminelles n'est admise à aucun degré. Toute demande de dommages-intérêts fondée sur un crime, un délit ou une contravention, doit être portée devant les tribunaux civils. On conserve ainsi à chaque juridiction son indépendance et son rôle distinct (1).

Ainsi que nous venons de le voir, les particuliers

(1) Daguin, *Traduction du Code de procédure pénale allemand*. — Introduction, p. 88.

n'ont qu'exceptionnellement le droit d'intenter l'action principale devant les tribunaux criminels. Mais assez fréquemment ils ont le droit d'intervenir au procès, lorsque l'affaire a été engagée par le ministère public. Mais cette intervention ne peut, en aucune manière, se comparer à l'intervention de la partie civile permise en droit français. Dans notre législation, la partie lésée a pour but, en se constituant partie civile, d'obtenir des dommages-intérêts et les restitutions des objets qui lui ont été dérobés. Tout autre est le résultat que se propose la partie intervenante, dans la législation allemande. Ce résultat est tout pénal. L'action accordée à la partie intervenante est comme une action subsidiaire de celle du ministère public.

Cette intervention est admise, d'abord, de la part des personnes qui ont l'exercice de l'action privée ; elle l'est également de la part des plaignants qui, sur le refus d'agir du parquet, ont obtenu du tribunal une décision prescrivant la mise en accusation, pourvu que l'acte punissable ait été dirigé contre leur vie, leur santé, leur état-civil ou leurs biens. (Art. 435.)

La raison d'être de cette exception vient de ce qu'on a pensé que le ministère public qui, tout d'abord, avait refusé de poursuivre et qui, ensuite, y avait été contraint, serait peu actif pour demander la condamnation du prévenu. La partie intervenante pourra, dans le cas où cet événement se produirait, soutenir elle-même l'accusation.

Reste encore une hypothèse pour laquelle la partie lésée peut joindre son action à l'action publique. Cette hypothèse est celle où la loi lui accorde le droit de réclamer une composition (Busse).

La composition est une réparation pécuniaire d'une nature spéciale, au payement de laquelle l'individu reconnu coupable de certaines réparations, peut être condamné par les tribunaux criminels.

L'indemnité allouée dans ce cas, bien que tenant lieu, dans une certaine mesure, de dommages-intérêts, présente néanmoins le caractère d'une véritable peine; et c'est ce qui explique comment il est possible d'en faire l'objet d'une demande portée devant le juge de l'action pénale.

Tel est, en résumé, le système suivi en Allemagne pour obtenir réparation d'un dommage causé par un fait poursuivi par la loi pénale.

Ce système est-il meilleur, est-il moins bon que celui suivi en France, c'est ce que nous allons tâcher d'éclaircir.

A première vue, il nous semble que la partie lésée éprouve en Allemagne beaucoup plus de difficultés pour obtenir réparation que dans la législation française. Dans notre Code d'instruction criminelle il est permis à la victime d'un délit : ou de citer directement l'auteur du délit devant la juridiction compétente, si le fait est un délit ou une contravention, ou d'intervenir sur la poursuite du ministère public, si le fait est un

crime. Dans le premier cas, rien, si ce n'est la consignation des frais, n'empêche la partie lésée d'exercer son action. La citation directe donne naissance à la fois à l'action publique et à l'action civile ; la partie lésée obtient, dans une même instance, une double satisfaction : la peine infligée à l'auteur du délit, et la réparation qui lui est accordée. Dans le second cas, elle peut se joindre au ministère public, par sa constitution en partie civile, à tout moment de la procédure et jusqu'à la clôture des débats. Là encore elle atteindra un double résultat : la peine et les dommages-intérêts.

Rien de semblable dans la législation allemande. Le principe est la séparation absolue entre les deux actions, pénale et civile. Cette scission entre ces deux actions est, à notre avis, très défavorable à la victime d'un délit.

Supposons qu'un délit (non prévu par l'art. 414 du Code de procédure pénale) ait été commis et ait causé un dommage à un particulier. Ce particulier ne peut poursuivre l'action publique et dépend de la poursuite du ministère public. Comme nous l'avons déjà dit plus haut, des considérations politiques peuvent influencer ce fonctionnaire et le décider en fait à ne pas poursuivre. Mais qu'il poursuive ou ne poursuive pas, la victime du délit ne devra-t-elle pas engager son action devant les tribunaux civils ? Cette séparation entre les deux actions est fâcheuse, alors qu'il aurait été possible de réunir les deux procédures.

Que nous nous placions maintenant dans les cas où,

d'après l'article 414, la partie lésée a l'exercice de l'action publique, ou encore dans les cas prévus par l'article 435, où elle peut intervenir et se joindre au ministère public, quel résultat obtiendra-t-elle ? Un résultat purement pénal ; une peine qui viendra frapper l'auteur du délit. Mais cette peine tiendrait-elle lieu de réparation à la victime du délit ? Nous admettons bien qu'elle constituera pour elle une satisfaction, mais cette satisfaction est purement morale et ne peut suppléer aux réparations pécuniaires auxquelles elle est en droit de prétendre. Il faudra donc encore avoir recours aux tribunaux civils pour les obtenir. Ce sont deux instances particulières à introduire ; elles seront la source de lenteurs et de frais.

Aussi, quoique notre législation française ne réalise pas la perfection (nous nous réservons d'en faire la critique), nous croyons qu'au point de vue de l'efficacité de la réparation civile, elle est encore préférable à la législation allemande.

II. — *Législation autrichienne.*

Le Code d'instruction criminelle actuellement en vigueur en Autriche depuis le 1^{er} janvier 1874 est le quatrième qui ait été promulgué dans ce pays depuis le commencement du siècle. Il a été successivement régi par les Codes de 1803, de 1850, de 1853 et enfin par celui de 1873.

Nous retrouvons ici comme principe fondamental de ce Code l'adage allemand : « Wo kein Kläger, da kein Richter, » *là où il n'y a pas d'accusateur, il n'y a pas de juge*. Le juge ne peut se saisir d'office, mais doit être appelé à statuer sur les infractions par un accusateur. Mais, au lieu d'appliquer ce principe d'une manière timide, le Code autrichien de 1873 en a fait une application qu'il est bon de remarquer à un double point de vue, d'abord quant aux personnes qui ont le droit d'accusation, ensuite quant aux conséquences que le législateur en a déduites.

D'après le nouveau Code, le ministère public n'a pas le monopole de l'action publique ; l'accusation peut être soutenue par les personnes lésées dans un grand nombre de cas. (Art. 46 et suivants.)

Le Code autrichien admet, de même que le Code d'instruction criminelle français, la poursuite de l'action civile devant les juges criminels. La partie lésée peut se constituer partie civile *jusqu'au commencement des débats*. Il y a donc ici une différence avec le Code français qui autorise la constitution de la partie civile jusqu'à la clôture des débats. Nous pensons que cette différence entre les deux législations sur ce point particulier provient de ce que le Code autrichien donne à la partie lésée beaucoup plus de facilités pour se porter partie civile avant les débats. Ainsi, l'art. 172 prescrit au juge d'instruction de demander à la partie lésée, lors de sa déposition, si elle entend se joindre à la procé-

ture. En outre, l'art. 365 décide que, quand il y a incertitude sur le point de savoir si la partie lésée a eu connaissance de la procédure pénale, avis doit lui être donné. Dans notre système français, nous n'avons rien de semblable, et ne serait-ce pas pour cette raison que l'on permet à la victime d'un délit de se joindre à la procédure pénale dont elle n'aurait eu connaissance que par les débats publics ?

Lorsque la victime d'un délit s'est constituée partie civile, elle a de nombreux droits qui peuvent se comparer aux droits de la partie civile, dans notre Code d'instruction criminelle.

Elle peut mettre à la disposition du ministère public et du juge d'instruction tout ce qui peut servir à établir la culpabilité de l'inculpé et justifier sa demande en dommages-intérêts.

Elle peut prendre connaissance des actes, même au cours des constatations préliminaires et de l'instruction, à moins qu'un motif particulier ne s'y oppose.

Elle doit être citée pour les débats, avec avertissement qu'en cas de non comparution, l'affaire sera néanmoins continuée, et qu'il sera donné lecture de ses réquisitions, consignées dans la procédure. Elle peut poser des questions à l'accusé, aux témoins, aux experts et obtenir la parole au cours des débats pour présenter des observations. A la clôture des débats, elle obtient la parole immédiatement après le réquisitoire du ministère public, pour développer et justi-

fier sa demande, et poser les conclusions sur lesquelles il sera statué en même temps que sur la culpabilité de l'inculpé.

Tous ces droits résultent de l'art. 47 du Code d'instruction criminelle.

Ils n'ont pas une grande originalité, et ce n'est pas là ce qui constitue le côté remarquable de la législation autrichienne.

Tout d'abord une certaine quantité de contraventions et de délits ne peuvent être poursuivis par le ministère public. La partie lésée, au lieu de prendre la voie indirecte de la plainte, peut porter directement l'action publique devant le tribunal de répression. (Art. 46.)

Ainsi, dans ce cas, les droits de la partie civile sont aussi forts qu'on peut l'espérer. Par une seule instance, elle peut obtenir un double résultat : la condamnation du coupable et l'obtention des dommages-intérêts. Il est vrai que dans notre Code d'instruction criminelle, l'individu lésé par une contravention ou un délit, peut, par la citation directe du prévenu devant le Tribunal correctionnel ou de simple police, obtenir un résultat analogue. Mais nous ne devons pas oublier que, dans ce cas, la consignation des frais est obligatoire pour la partie civile. Nous ne voyons rien de semblable dans la législation autrichienne.

Le Code de 1873 constitue même un avantage, au point de vue de la poursuite de la partie lésée, sur les Codes de 1850 et 1853.

Ces Codes admettaient bien, dans les mêmes cas, le droit d'accusation de la partie lésée ; seulement, quand il s'agissait de délits, celui qui en avait été victime ne pouvait se porter accusateur qu'autant que le ministère public, averti par sa plainte, refusait d'agir. Dans le Code de 1873, ce refus préalable du ministère public n'est pas nécessaire.

Une autre innovation résulte du Code de 1873. C'est ce qu'on a appelé : l'accusation privée subsidiaire.

Lorsque le ministère public a intenté l'action publique et qu'il l'abandonne ensuite, cet abandon a pour effet de dessaisir le tribunal ; dans ce cas, le Code de 1873 accorde à la partie civile, et cela sans distinguer l'infraction dont il s'agit, le droit de reprendre l'accusation à la place du ministère public, et de conclure à l'application d'une peine, comme accusateur privé subsidiaire. (Art. 48.)

La partie civile a généralement intérêt à reprendre l'accusation. De cette façon, le tribunal répressif se trouve toujours saisi ; étant saisi de l'action publique, il l'est aussi de l'action civile. La partie lésée peut donc obtenir encore sa double satisfaction. Au contraire, nous pensons que dans le cas où le ministère public abandonnerait la poursuite, la partie lésée ne pourrait plus porter son action civile devant le tribunal criminel.

La partie lésée a donc le droit, lorsque le ministère public écarte sa plainte, de reprendre l'accusation.

Mais le législateur autrichien a craint les abus auxquels peut donner lieu cette accusation privée subsidiaire. Il y a contre elle un préjugé résultant de l'abandon de l'action par le ministère public.

Pour obvier autant que possible à ce danger, le Code de 1873 interdit à la partie civile de saisir le tribunal directement, par un acte d'accusation, sans instruction préalable. En outre, afin d'empêcher les transactions nuisibles à l'intérêt social, le ministère public est appelé à surveiller l'exercice de l'accusation privée subsidiaire et peut reprendre cette accusation, si elle est abandonnée. (Art. 43) (1).

La seule restriction imposée à l'accusation privée subsidiaire, c'est qu'elle ne peut se pourvoir en appel, si ce n'est au civil. Il n'y a exception qu'en matière de contravention.

Tel est, dans ses grandes lignes, le système suivi en Autriche. Nous nous poserons à son égard la question que nous nous sommes posée déjà au sujet du système allemand. Est-il meilleur, est-il moins bon que le système suivi en France ?

Nous pensons qu'il est, sinon meilleur, du moins aussi bon : car, s'il confère à la partie civile des droits égaux à ceux qu'elle aurait en France, il supprime l'obligation de la consignation des frais qui pèse lourdement sur la partie lésée.

(1) *Code d'instruction criminelle autrichien*. — Bertrand et Lyon-Caen. — Introduction, p. 10.

En résumé, l'accession des tribunaux criminels nous semble plus facile à la partie lésée en Autriche qu'en France.

Nous allons d'ailleurs, maintenant, passer à la critique de notre système et rechercher s'il n'est pas possible d'y apporter quelques améliorations.

CRITIQUE DU SYSTÈME FRANÇAIS

Conclusion.

Nous avons vu que la victime d'un délit a, pour obtenir la réparation du préjudice, du dommage qui lui a été causé, le choix entre deux voies. Elle peut porter son action devant les tribunaux civils, ou, si elle le préfère, joindre son action à l'action publique intentée par le ministère public. Nous avons constaté que cette faculté constituait pour elle un avantage assez sérieux. Mais elle ne va pas non plus sans de graves inconvénients. Nous allons les passer en revue et rechercher les remèdes et les améliorations.

I. — Inconvénients de la consignation et du paiement des frais par la partie civile.

La consignation et le paiement des frais sont pour la partie civile des obstacles à son option pour la voie criminelle. Cette charge éloigne d'abord du prétoire tous ceux dont l'état de fortune est insuffisant pour l'acquitter. Elle peut, de plus, gravement influencer même sur ceux qui, en raison de leur situation, peuvent obéir aux exigences de la loi. Ces mesures de fiscalité exagérée peuvent les décider à s'abstenir, à ne pas révéler à l'au-

torité les délits dont ils ont été les victimes, de peur d'assumer les charges et la responsabilité d'un procès. Fait particulièrement regrettable à notre époque, où la criminalité a pris des proportions sans cesse grandissantes, où la répression rencontre chaque jour plus de difficultés à atteindre les coupables, et où ce ne serait pas trop de tous les efforts combinés des magistrats et des particuliers pour résister à ce flot envahissant (1).

Nous connaissons déjà les charges qui pèsent sur toutes les parties civiles. Toute partie civile qui provoque des frais de procédure, en se constituant dans une plainte, est obligée de consigner la somme présumée nécessaire pour les couvrir. En outre, en matière de police correctionnelle ou de simple police, la partie civile, même en obtenant gain de cause, est condamnée aux frais, sauf son recours, souvent illusoire, contre le coupable.

Nous pensons que la première réforme à proposer et à exécuter devrait être la suppression de cette mesure injuste. Cette mesure est injuste car elle fait subir une perte d'argent au particulier qui a contribué à assurer la répression d'un délit. On peut nous objecter, il est vrai, que l'État subit déjà une grande perte causée par les frais de justice et que, dans le cas où cette mesure serait abrogée, la perte subie serait encore plus grande. Mais ne pouvons-nous pas répondre que, dans

(1) Demogue, *Réparation civile des délits*, p. 318.

cette hypothèse, nombre de particuliers ne reculeraient plus devant l'instance criminelle, assurés qu'ils seraient de ne pas être condamnés aux frais dans le cas où leur demande triompherait. De ce fait la répression serait activée, un nombre plus grand d'amendes pourrait être prononcé, et le Trésor n'y perdrait pas.

Nous pouvons encore ajouter que, dans le cas où le ministère public a lui-même intenté les poursuites, où la partie civile est simplement venue se joindre à une procédure déjà commencée, nous trouvons qu'il est injuste de voir la partie civile supporter tous les frais. Le ministère public ne devrait-il pas en supporter sa part, la partie civile payant seulement les frais occasionnés par son intervention? Que serait-il arrivé, en effet, si la partie lésée n'avait pas joint son action à celle du ministère public? L'État aurait été contraint de payer les frais occasionnés par la poursuite. Pourquoi l'intervention de la partie civile viendrait-elle changer cette situation?

Reste encore l'obligation de consigner les frais. Doit-on souhaiter de la voir disparaître? Les motifs qui l'ont fait admettre sont, il est vrai, assez puissants. Cette obligation si lourde pèse sur la partie lésée; mais elle sert de frein à des demandes inconsidérées, à des plaintes injustifiées. Tel qui se serait plaint d'un fait très minime ou même d'un quasi-délit, qu'il aurait transformé pour la circonstance en délit véritable, reculera devant l'obligation de consigner les frais. L'autre motif

également puissant que nous avons déjà relaté plus haut, c'est la perte du Trésor sur les frais de justice criminelle.

Mais à côté de ces motifs puissants, il faut ajouter les considérations suivantes. La consignation des frais aura pour effet d'empêcher le pauvre d'arriver à obtenir satisfaction. Mais cette obligation sera impuissante à empêcher les poursuites de ceux qui ne regardent pas à un sacrifice d'argent pour satisfaire leurs passions.

Le motif tiré de la perte subie par l'État nous semble plus difficile à éliminer. Mais, sans supprimer complètement l'obligation de consigner les frais, on pourrait ne la rendre obligatoire que dans certains cas. On pourrait aussi autoriser les plaideurs à remplacer cette consignation par une mesure équivalente : une consignation de titres à la Caisse des dépôts et consignations, ou la présentation d'une caution solvable. Cette solution sauvegarderait tous les droits ; l'État ne serait pas lésé, et les particuliers seraient moins gênés dans leur poursuite.

**II. — Ne pourrait-on pas accorder l'assistance judiciaire
aux parties civiles indigentes ?**

Parmi les avantages qu'offrait à la partie lésée le choix de la voie civile, pour obtenir la réparation du dommage à elle causé, nous avons dit qu'elle pouvait obtenir le bénéfice de l'assistance judiciaire. Il n'en est

pas ainsi devant le tribunal répressif. Ce bénéfice lui est refusé.

La partie civile indigente doit, pour être dispensée de la consignation des frais, faire la preuve de son indigence. Nous avons dit de quelle manière rigoureuse devait être faite cette preuve; nous n'y reviendrons pas.

Mais, même cette dispense de consigner les frais une fois obtenue, l'accès du tribunal répressif ne sera pas facile à la partie civile indigente. Ne devra-t-elle pas, comme les autres plaideurs, payer les officiers ministériels qu'elle emploie, acquitter les divers impôts qui pèsent sur les procès? On nous répond qu'elle trouvera facilement un avocat ou un avoué qui se chargera bénévolement de poser des conclusions pour elle; qu'au surplus la plaidoirie de la partie civile offre peu d'utilité; qu'enfin, en tous cas, elle peut, après la condamnation de l'auteur du délit, poursuivre son action devant la juridiction civile; et que là elle peut obtenir le bénéfice de l'assistance judiciaire.

Cela est exact. Mais n'est-ce pas alors supprimer l'avantage d'une seule poursuite? Il faudra recommencer un procès devant d'autres juges, alors que le tribunal répressif avait déjà une entière connaissance de l'affaire et était apte à liquider les dommages-intérêts dus à la victime.

Peut-être pourrait-on accorder le bénéfice de l'assistance judiciaire aux parties civiles indigentes. Mais si

cette réforme s'accomplissait, au moins ne devrait-on accorder cette faveur qu'à bon escient. Que l'assistance judiciaire donne lieu à des abus, en matière civile, cela est déjà mauvais ; il est toujours regrettable que des gens soient exposés sans raison aux ennuis d'un procès. Mais, en matière criminelle, l'inconvénient est beaucoup plus grave ; ce n'est pas la fortune seulement, c'est l'honneur des personnes qui se trouve menacé ; cela est très dangereux, surtout si le poursuivant est un homme sans surface, à qui il est bien indifférent d'être condamné à des dommages-intérêts, à raison d'une poursuite téméraire (1).

Pour remédier à ce danger qui se révélerait surtout dans l'hypothèse d'une citation directe par la prétendue victime, on pourrait exiger, par exemple, l'unanimité des membres du bureau d'assistance pour accorder le bénéfice de la loi du 22 janvier 1851.

Et comme la condamnation à des dommages-intérêts infligée à l'auteur d'une poursuite injustifiée serait parfois inefficace, on pourrait permettre dans ce cas la contrainte par corps.

Dans le cas où la poursuite est intentée directement par le ministère public, le danger à craindre est moins grand. De ce que le ministère public met l'action publique en mouvement, il y a pour ainsi dire présomption que le délit existe. Aussi, en ce cas, pourrait-on

(1) Demogue. *Loc. cit.*, p. 325.

n'exiger de la partie civile indigente que la preuve de son indigence.

III. — Autres améliorations à proposer.

A côté de ces deux réformes qui nous semblent essentielles, il est encore d'autres améliorations qu'il serait désirable de voir se réaliser.

Le tribunal répressif est compétent pour statuer sur l'action civile dès qu'il est saisi de l'action publique, mais à cette condition seulement. Dès qu'il reconnaît que le fait qui a causé le dommage n'est pas un délit, il ne peut que se déclarer incompétent pour statuer sur l'action civile. La partie lésée doit alors porter son action devant les tribunaux civils.

Cette règle souffre cependant une exception. La Cour d'assises peut, même en acquittant le prévenu, le condamner à des dommages-intérêts envers la victime. Nous en avons donné les raisons.

Au contraire, devant les Tribunaux correctionnels et de simple police, la règle est absolue ; et ces tribunaux ne peuvent condamner le prévenu acquitté à des dommages-intérêts envers la victime. On a craint que, pour s'assurer la voie plus rapide du tribunal criminel, les particuliers n'aient transformé en délits de simples quasi-délits. Ce qui amènerait une regrettable confusion de juridictions.

Mais cette crainte ne se justifie plus, lorsque l'affaire

est engagée non plus par la citation directe de la partie lésée, mais par la requête du ministère public. Dans cette hypothèse, nous ne croyons pas qu'il y ait de danger à laisser les Tribunaux correctionnels et de simple police statuer sur les dommages-intérêts réclamés par la victime du délit ou de la contravention en cas d'acquittalment du prévenu.

Nous avons encore à citer, parmi les restrictions aux droits de la partie civile, la règle en vertu de laquelle le tribunal répressif ne peut être saisi directement par la victime lorsque le fait dommageable est un crime. Nous avons admis, il est vrai, que la partie lésée peut saisir directement le juge d'instruction. Mais cette question est controversée et il serait à souhaiter que le législateur tranchât le différend d'une façon définitive.

Si cette faveur était refusée à la partie lésée, ce serait, dans bien des cas, lui fermer d'une façon absolue le recours à la voie criminelle.

Même, quand il s'agit de délits ou de contraventions, il peut arriver que les auteurs de ces délits ou de ces contraventions soient inconnus de la partie lésée. A quoi lui servira, dans ce cas, son droit de citation directe ? Il faut, pour assurer à la victime d'un délit la réparation du dommage qui lui a été causé, lui donner la faculté de se porter partie civile devant le juge d'instruction.

Le Code autrichien de 1873 que nous avons étudié

donne dans son art. 92 le droit à la partie civile de saisir le juge d'instruction.

Il est vrai que dans le projet de réforme du Code d'instruction criminelle français, le Sénat a conclu d'une façon contraire, prétendant que « l'État ne doit pas aux particuliers ses juges d'instruction. »

Mais le projet du Sénat a été présenté à la Chambre des députés, qui ne l'a pas encore adopté, le 20 février 1894 (1).

La Chambre est d'ailleurs saisie d'un autre projet, celui de sa Commission. Et l'article 42 de ce projet est ainsi conçu :

« Le juge d'instruction est saisi, soit par les réquisitions du ministère public, soit par la plainte de la partie lésée. Cette plainte n'aura d'effet qu'autant que le ministère public en aura reçu communication du plaignant et que celui-ci aura déclaré se porter partie civile. »

(Conforme au projet du gouvernement, de 1879, art. 35).

Comme on le voit, la solution n'est pas encore définitive.

En tout cas, si le système du Sénat pénétrait dans notre législation, non-seulement il nuirait à la prompt réparation des dommages causés par les délits, mais aussi à une juste répression de ces délits. Enfin, il

(1) *Journal officiel*. Documents parlementaires, session de 1894, annexe n° 411.

constituerait, à notre avis, une véritable marche rétrograde au lieu de réaliser un progrès qu'on peut toujours souhaiter.

Nous avons ainsi terminé l'étude de notre système français. Nous avons montré ses avantages, critiqué ses inconvénients, proposé des améliorations et des réformes. Tel qu'il est il nous paraît déjà préférable à des systèmes étrangers, notamment au système allemand. Lorsque des réformes se trouveront réalisées par la voie législative, nous pensons, non pas que ce système constituera la perfection (pas plus dans le domaine juridique qu'ailleurs elle n'est réalisable), mais qu'il offrira une quantité suffisante de garanties à la partie lésée.

A. GUYOT.

VU : *Le Président de la Thèse,*

A. LE POITTEVIN.

VU : *L'Assesseur,*

GÉRARDIN.

VU et permis d'imprimer,

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS.....	4
PRÉLIMINAIRES. — Devant quels juges peut être portée l'action civile.....	3
I. — Devant les tribunaux civils.....	3
II. — Devant les tribunaux répressifs.....	5
III. — Distinction, au sujet de la compétence des dif- férents tribunaux répressifs, de plusieurs chefs dans l'action civile.....	10
PREMIÈRE PARTIE. — Quels tribunaux répressifs peuvent avoir compétence pour statuer sur l'action civile?.....	17
PREMIÈRE SUBDIVISION. — Tribunaux répressifs de droit commun.....	17
DEUXIÈME SUBDIVISION. — Tribunaux répressifs d'ex- ception.....	29
DEUXIÈME PARTIE. — Conditions sous lesquelles s'exerce l'action civile devant les juridictions repres- sives.....	46
CHAPITRE I. — De la constitution de la partie civile et de la citation directe.....	46
CHAPITRE II. — Conséquences du principe en vertu duquel les juges criminels ne doivent con- naître de l'action civile qu'accessoirement à l'action publique.....	62

I. — Effets de l'acquiescement du prévenu sur l'exercice de l'action civile.....	63
II. — Voies de recours accordées à la partie civile en cas de non-exercice de ces voies de recours par le ministère public.....	79
III. — Effets du décès du prévenu sur l'action civile portée devant les juges répressifs.....	84
IV. — Effets de l'amnistie sur l'action civile portée devant les juges répressifs.....	103
V. — Effets de la prescription de l'action publique sur l'action civile devant les juges répressifs. Résumé de la deuxième partie.....	109
TROISIÈME PARTIE. — Étude des législations allemande et autrichienne.....	
I. — Législation allemande	113
II. — Législation autrichienne	119
CRITIQUE DU SYSTÈME FRANÇAIS. — Conclusion.....	
I. — Inconvénients de la consignation et du paiement des frais par la partie civile.....	126
II. — Ne pourrait-on pas accorder l'assistance judiciaire aux parties civiles indigentes?.....	129
III. — Autres améliorations à proposer	132

